

Enquête Nationale de la
Sécurité Alimentaire
(ENSA)

République
Centrafricaine



December 2017



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
CLUSTER SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
Renforcer la réponse humanitaire



**World Food
Programme**

wfp.org

République Centrafricaine

Enquête nationale sur la sécurité alimentaire

Données collectées du 1 octobre – 20 novembre 2017

Préparée par L'Institut Centrafricain des Statistiques et des Études Économiques et Sociales (ICASEES) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM), Service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM) de la RCA.

Siège social : Via C.G. Viola 68, Parco de Medici, 00148, Rome, Italie

Toutes les informations sur le service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM) et les rapports en format électronique sur <http://www.wfp.org/food-security> ou wfp.vaminfo@wfp.org.

Si vous avez des questions concernant cette analyse de la sécurité alimentaire, merci de contacter :

INSTITUT CENTRAFRICAIN DES STATISTIQUES ET DES ETUDES ECONOMIQUES ET SOCIALES (ICASEES) :
Rue Gamal Abdel NASSER B.P.696 Bangui République Centrafricaine
Blaise Bienvenu ALI (Directeur Général) blaisebienvenu@yahoo.fr

Bureau de pays du PAM, République de Centrafrique: Felix Bona Fogah GOMEZ (Directeur et Représentant) felix.gomez@wfp.org

Analyse menée et rapport écrit par :

Bureau du PAM en République Centrafricaine

Souleika ABDILLAHI, Chargée de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire

Faroukou GARBA, Consultant

ICASEES

Martial Tanguy OUAKOUMA NAMBOZOUNA (Chef de Service des Études et Recherches - ICASEES)
mouakouma@gmail.com

Cartographie

Abdoulaye Ndiaye, Chargé GIS, Bureau Régional du PAM, Dakar

Table des matières

1.	Contexte.....	4
1.1	Contexte de l'évaluation	4
1.2	Objectifs de l'évaluation	5
2.	Méthodologie	5
2.1	Types de données.	6
2.2	Echantillonnage.....	6
2.3	Procédure de tirage et d'allocation de l'échantillon.....	7
2.4	Outils de collecte des données.	7
3.	Partenariat et coordination de l'évaluation.....	8
4.	Mouvements des populations et caractéristiques des ménages.....	9
4.1	Statut de résidence des ménages	9
4.2	Raisons du déplacement des populations, durée de séjour et tentative de retour	9
4.3	Aide alimentaire et autres appuis au profit des populations.....	10
4.4	Les principales priorités des populations.....	11
5.	Pratique de l'agriculture et de l'élevage	12
5.1	Pratique de l'agriculture et les contraintes rattachées.....	12
5.2	Possession de la terre et du bétail selon le statut du ménage.....	13
6.	Résultats sur la situation alimentaire des ménages	15
7.	Consommation alimentaire des ménages	15
7.1	Situation de la consommation alimentaire selon les préfectures	15
7.2	Consommation alimentaire par statut et son évolution temporelle	16
7.3	Consommation des aliments riches en micro et macronutriment	17
8.	Part des dépenses consacrées à la nourriture du ménage	18
9.	Les chocs et stratégies d'adaptation.....	19
9.1	Les principaux chocs ayant affecté les populations	19
9.2	Indice simplifié de stratégie de survie alimentaire (rCSI).....	21
10.	Moyens d'existence et niveau de vie des ménages	24
10.1	Analyse du phénomène de pauvreté	24
10.2	Sources de revenus par statut et leur évolution temporelle	25
11.	La situation nutritionnelle des enfants et des ménages	26
11.1	Prévalence de la malnutrition aigue	26
11.2	Accès à des sources d'eau potable.....	27
11.3	Accès à l'eau par statut et utilisation des latrines familiales	27
12.	Situation de la sécurité alimentaire	29
12.1	Insécurité alimentaire par statut et par genre	31
12.2	Evolution de la prévalence globale de l'insécurité alimentaire	31
12.3	Insécurité alimentaire en fonction de la catégorie de richesse et nature du milieu de résidence	32

12.4	Insécurité alimentaire en fonction du milieu de résidence et sources de revenus	32
12.5	Lien entre insécurité alimentaire, éducation et sources d'eau utilisées.....	33
13.	Conclusions et recommandations.....	34
13.1	Les principales conclusions	34
13.2	Les principales recommandations.....	36
Annexes		38

Liste des graphiques

Graphique 1 : Situation des déplacements des populations par préfecture	9
Graphique 2: durée de séjour des personnes déplacées et intentions de retour	10
Graphique 3: Les ménages ayant reçu une assistance alimentaire par préfecture.....	11
Graphique 4: Les principales priorités des communautés	11
Graphique 5: Evolution de la pratique des cultures vivrières et de rentes entre 2017 et 2016.....	12
Graphique 6: Les principales contraintes liées à la production agricole	13
Graphique 7: Pratique de l'élevage et de possession de la terre agricole.....	13
Graphique 8: Score de consommation alimentaire des ménages.....	17
Graphique 9: Consommation du fer héminique par les ménages.....	17
Graphique 10 : La part des dépenses alimentaires des ménages en fonction du statut et de l'activité économique.....	19
Graphique 11: Indice simplifié des stratégies de survie (rCSI) dans les préfectures	21
Graphique 12 : rCSI par indice de richesse et par statut résidence.....	21
Graphique 13: Recours à des stratégies d'adaptation non alimentaire par préfecture	22
Graphique 14: Mise en place des stratégies d'adaptation par catégorie socio-économique et par activité	23
Graphique 15: Indice de richesse par source des revenus	24
Graphique 16: Source des revenus par prévalence de l'insécurité alimentaire et statut de résidence	26
Graphique 17: Prévalence de la malnutrition aigüe	26
Graphique 18: Disponibilité des points d'eau potable par préfecture	27
Graphique 19: Utilisation des points d'eau en fonction du statut des ménages et utilisation des latrines	28
Graphique 20: Prévalence de l'insécurité alimentaire par préfecture en RCA	29
Graphique 21: Nombre de personnes en insécurité alimentaire (modérée et sévère) par préfecture	30
Graphique 22: Prévalence de l'insécurité alimentaire (modérée et sévère) en fonction du statut de résidence des ménages	31
Graphique 23: Evolution de la prévalence de l'insécurité alimentaire.....	32
Graphique 24: Insécurité alimentaire par quintile de richesse et par source de revenu	33
Graphique 25: Relation entre insécurité alimentaire, source d'eau et niveau d'instruction	33

1. Contexte

1.1 Contexte de l'évaluation

La République Centrafricaine (RCA) est un pays enclavé et caractérisé par des insuffisances en termes d'infrastructures socio-économiques (mauvais état des routes, insuffisances des marchés) et frappé de manière récurrentes par des crises sécuritaires qui freinent toutes actions de relèvement, d'accès aux services sociaux de base et empêchent son développement. Malgré son important potentiel agricole et ses ressources minières, la RCA se trouve classée au 188ème rang sur 188 pays au regard de l'indice de développement humain (IDH) des Nations Unies (rapport de 2016). Selon la même source précédemment citée, la majorité de la population vit sous le seuil de pauvreté, le chômage est élevé, l'accès aux services d'éducation et de santé de base n'est pas assuré, il existe de très fortes inégalités et l'espérance de vie à la naissance est la deuxième plus faible au monde.

Malgré des élections réussies en 2016, les besoins humanitaires persistent et demeurent significatifs, en plus des besoins en matière de relèvement socio-économique. Les tensions se sont récemment accentuées dans le Sud-Est, le Centre et le Nord-Ouest du pays. Ces affrontements réguliers compliquent la tâche des organisations humanitaires et limitent leurs accès aux populations dans le besoin. Au mois de Novembre 2017, la commission Mouvement des Populations (CMP) a indiqué que 633 300 personnes sont déplacées à l'intérieur de la RCA alors qu'environ 481 510 sont réfugiées hors des frontières courant le mois de septembre de la même année. Le nombre des personnes déplacées en RCA a augmenté considérablement au cours des derniers mois et a atteint un niveau que l'on n'avait pas vu depuis Avril 2014. La plupart de ces ménages reste limitée dans leurs moyens d'existence et dépend en grande partie de l'aide humanitaire.

Les enquêtes récentes de sécurité alimentaire conduite par le PAM et ses partenaires en RCA démontrent que la prévalence de l'insécurité alimentaire au niveau national est restée presque au même niveau de prévalence par rapport à l'évaluation de novembre 2015 et continue de représenter la moitié de la population. L'insécurité alimentaire avait beaucoup augmenté entre 2014 et 2015 passant de 29 pour cent de la population à 49 pour cent. Les résultats de la dernière Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire (ENSA 2016) montrent qu'environ la moitié de la population en RCA (soit 48%), est en situation d'insécurité alimentaire soit 268 000 personnes en situation sévère d'insécurité alimentaire. Ces ménages ont une consommation alimentaire très déficiente (très peu diversifiée et insuffisante), ils sont très vulnérables économiquement et recourent à des stratégies de survie d'urgence comme la mendicité ou la vente de terre qui menacent irréversiblement leurs moyens d'existence futurs.

Plusieurs autres indicateurs contributifs de l'insécurité alimentaire se sont dégradés dans le pays ces derniers temps. Il ressort de l'enquête des données à distance (mVAM) conduite par le PAM en novembre 2017, que l'accès aux marchés comme Ngaoundaye, Bria, Bocaranga et Zémio reste limité ou difficile. L'insécurité, le manque de moyens de transport, la dégradation des routes et les taxes infligées par les groupes armés engendrent toujours de dysfonctionnement des marchés dans les Sous-préfectures citées ci-dessus. Ce dysfonctionnement s'explique en grande partie par un déficit de renflouage du marché par les commerçants, la réduction de la fréquence des preneurs sur le marché, et la hausse des prix des denrées. D'autre part, même si la disponibilité des aliments de base est bonne dans la plupart des marchés, celle-ci demeure rare pour certaines denrées (manioc, maïs, viande de bœuf ou chasse et huile de palme) dans les zones de l'Est et du Nord (Zémio, Bocaranga, Ngaoundaye et Bria) où l'insécurité règne.

La présente enquête rentre dans la logique d'une nouvelle mise à jour des indicateurs de la sécurité alimentaire. Ces données actualisées, validées de manière consensuelle puis diffusées alimenteront la prochaine analyse nationale du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) 2018 qui, entre autres, réévaluera la situation et le nombre de personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays : des informations qui contribueront significativement à la planification des différentes interventions. C'est sur la base de ces éléments susmentionnés et considérant les différents besoins d'informations programmatiques de la part du gouvernement, des partenaires et du PAM, que cette nouvelle « Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire (ENSA) en RCA » est mise en œuvre par le Gouvernement et le PAM en collaboration avec la FAO et les ONG partenaires réunies au sein du Cluster Sécurité Alimentaire. Le suivi régulier de l'insécurité alimentaire, de l'évolution des moyens de subsistance et des stratégies de survie des ménages est indispensable pour une meilleure redéfinition et planification des interventions ou activités à mener en vue d'améliorer les conditions de vie des groupes plus vulnérables. Ce qui constitue un outil clé pour le plaidoyer à la fois pour le Gouvernement et ses partenaires techniques et financiers.

1.2 Objectifs de l'évaluation

L'objectif global de cette évaluation est de procéder à une mise à jour des indicateurs clés de la sécurité alimentaire afin d'appréhender la situation courante de la sécurité alimentaire des ménages, de même que son évolution au cours des 12 derniers mois.

Plus spécifiquement, il s'agira d'apporter une réponse objective aux sept questions suivantes :

- Qui est en situation d'insécurité alimentaire ou de vulnérabilité ? Ce qui permettra d'établir le profil de ces ménages et d'appréhender les moyens de subsistance aux plus touchés sur la base d'un ciblage socioéconomique.
- Combien de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire ou de vulnérabilité ? Ce qui permettra de quantifier leur nombre et d'estimer les besoins nécessaires en vue de leur porter assistance.
- Où vivent ces personnes ? : Ce qui permettra un meilleur ciblage géographique ainsi qu'une hiérarchisation des zones d'interventions tenant compte des priorités et des moyens disponibles.
- Pourquoi sont-elles en situation d'insécurité alimentaire ou de vulnérabilité ? Ce qui permettra de comprendre les facteurs contribuant à l'insécurité alimentaire ou à la vulnérabilité et sur lesquelles il faudrait influencer pour espérer lutter efficacement contre ces problèmes.
- Comment va vraisemblablement évoluer la situation dans les prochains mois et quels risques menacent ces personnes ? Il s'agira d'analyser les stratégies de survie adoptées par les ménages face aux chocs subis ainsi que les conséquences qui peuvent en découler ; de faire des prévisions et de se préparer à d'éventuelles situations d'urgence spécifiques tenant compte de leur probabilité de réalisation.
- Que peut-on faire pour améliorer leurs conditions de vie et renforcer leurs moyens de subsistance ? Ce qui permet d'appréhender les types d'interventions les plus appropriés à prendre en compte dans la définition de l'assistance qui pourrait leur être portée et de formuler, en conséquence, les recommandations idoines.

2. Méthodologie

La méthodologie suivie est la nouvelle approche CARI (Approche consolidée pour le compte-rendu des indicateurs de la sécurité alimentaire) du PAM. Cette approche prend en compte les deux dimensions clés de la sécurité alimentaire : i) l'état à court terme, pour lequel le score de consommation alimentaire est l'indicateur clé, et ii) l'accès à long terme qui est mesuré par rapport à la vulnérabilité économique du ménage (part des dépenses consacrées à l'alimentation) et l'épuisement des actifs des ménages (recours à des stratégies d'adaptation). L'évaluation suit la procédure du manuel révisé d'Evaluation de la Sécurité Alimentaire en Situation d'Urgence. Elle vise à évaluer la sécurité

alimentaire des ménages dans les 16 préfectures et dans la capitale Bangui. Une consultation pré-enquête à travers le cluster sécurité alimentaire (CSA) et le gouvernement (ICASEES, ACDA et Ministère de l'Agriculture) a réuni les principaux partenaires techniques dans le domaine de la collecte et l'analyse des données socio-économiques pour présenter et discuter de la méthodologie et des outils de collecte des données.

Domaine		Indicateur	Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire limite	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
Statut actuel	Consommation alimentaire	Score de la consommation alimentaire	Consommation alimentaire acceptable		Consommation alimentaire Limite	Consommation alimentaire pauvre
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part des dépenses consacrées à la nourriture	Moins de 50% des dépenses consacrées à la nourriture	Entre 50 et 65% des dépenses consacrées à la nourriture	Entre 65 et 75% des dépenses consacrées à la nourriture	Plus de 75% des dépenses consacrées à la nourriture
	Épuisement des actifs	Stratégies d'adaptation	Aucune	Stratégies de stress	Stratégies de crise	Stratégies d'urgence

2.1 Types de données.

Cette enquête a fait recours aux données primaires et secondaires. La collecte des données secondaires a été faite à travers une revue complète des données et rapports existants relatifs aux enquêtes de sécurité alimentaire et socio-économiques antérieures et les rapports de mission de suivi et évaluation des partenaires portant sur les régions concernées. Une analyse approfondie de ces données existantes a permis de déterminer le gap en informations primaires à collecter. La collecte de données primaires a été faite auprès des ménages et au niveau des villages ou quartiers échantillonnés. Deux méthodes différentes de collecte de données ont été appliquées : (1) Des entretiens individuels avec les chefs de ménages ou leurs représentants pour obtenir des informations sur les conditions de vie et sur la situation de la sécurité alimentaire des ménages. (2) Les informations émanant des groupes de discussion (focus groups) avec les leaders d'opinion, chefs traditionnels, responsables locaux, commerçants, personnes ressources, qui ont fortement aidé à situer, les problèmes spécifiques des communautés des différentes zones. Les entretiens en focus group ont été conduits dans chaque village/quartier échantillonné.

2.2 Echantillonnage.

L'échantillon de cette enquête est identique à celui de la précédente ENSA RCA de décembre 2016 (élaboré avec l'appui technique de l'Institut Centrafricain des Statistiques et des Études Économiques et Sociales (ICASEES)). La base de sondage utilisée est la liste des quartiers et villages issue du recensement général de la population et de l'habitation de 2003 (RGPH-2003) de l'Institut Centrafricain des Statistiques et des Études Économiques et Sociales (ICASEES), mise à jour grâce à la liste obtenue de la première enquête sur la monographie des communes d'août 2016 de la Banque Mondiale.

Une taille minimale de 3 481 ménages a été calculé – les ménages que l'on devrait enquêter sont répartis de façon proportionnelle selon les poids démographiques de chaque préfecture dont les détails sont dans le tableau ci-après.

Tableau 1: Répartition des ménages échantillon par préfecture

Préfecture	Planifié	Réalisé	Pourcentage de réponse
Bamingui Bangoran	100	83	83%
Bangui	454	446	98%
Basse Kotto*	178	181	102%
Haute Kotto*	157	150	96%
Haut Mbomou	285	281	99%
Kémo	100	100	100%
Lobaye	176	175	99%
Mambéré Kadéï	260	284	109%
Mbomou*	127	126	99%
Nana-Gribizi	142	111	78%
Nana Mambéré	177	178	101%
Ombella M'Poko	255	233	91%
Ouaka	217	222	102%
Ouham	336	347	103%
Ouham Pendé	317	315	99%
Sangha-Mbaéré	100	93	93%
Vakaga	100	97	97%
Total ménages	3481	3422	98%
Total villages/communautés	192	191	99%

*La collecte des données dans ces préfectures n'a eu lieu que dans les villes urbaines à cause d'une situation sécuritaire instable dans les zones rurales.

La taille de l'échantillon des personnes déplacées sur les sites est déterminée à partir de la moyenne et l'écart type du score de consommation alimentaire des enquêtes antérieures et de l'effectif des déplacés actuellement sur ces sites d'après les données de Juillet 2017 de la Commission de Mouvement des Populations du RCA. Le choix des sites a été fait de façon aléatoire et proportionnellement à l'effectif des PDI.

2.3 Procédure de tirage et d'allocation de l'échantillon.

La répartition de l'échantillon de l'ENSA entre les 16 préfectures et Bangui croisés avec les zones de moyen d'existence s'est faite proportionnellement à leur taille en nombre de ménages. En tenant compte des contraintes liées aux caractéristiques de cette évaluation, des ajustements ont été effectués. De ce fait, 192 villages/quartiers ont été finalement tirés au premier degré. La sélection des villages par préfecture a été faite de manière aléatoire sur la base d'une liste exhaustive de tous les villages produits par le Ministère du Plan à travers l'Institut Centrafricain des Statistiques et d'Etudes Economiques et Sociales (ICASEES).

Au second degré, dans chacune des 192 unités primaires tirées pour cette ENSA, un échantillon de douze (16) ménages a été sélectionné à partir de la liste des ménages établie suite au dénombrement des ménages. Sur les 16 ménages tirés aléatoirement dans chaque village figurent deux (2) ménages de remplacement, donc quatorze ont été enquêtés par village.

2.4 Outils de collecte des données.

L'atteinte des objectifs assignés à cette évaluation implique l'élaboration et l'utilisation d'outils appropriés de collecte de données (type de questionnaires, outils de collecte et techniques d'interview). Deux types de questionnaires ont principalement été élaborés dans le cadre de cette évaluation : (1) un questionnaire Ménage structuré et administré au membre du ménage le plus

informé et donc à même de fournir les informations recherchées, il s'agira à priori du chef de ménage et (2) un guide d'entretien communautaire (questionnaire Qualitatif) - administré dans le cadre d'un groupe de discussion avec les principaux informateurs clés de la communauté concernée (notables, représentants des groupes inclus les associations de femmes, etc.).

A noter que le recueil du consentement du ménage ou des interviewé(e)s a été un préalable à l'administration du questionnaire ou du guide d'entretien. Les différents types de questionnaires ont permis d'aborder les principaux thèmes ci-après : (i) identification/Localisation du ménage, des groupes ou des personnes interviewées ; (ii) caractéristiques sociodémographiques du ménage, des groupes ou personnes interviewés ; (iii) santé, hygiène & assainissement ; (iv) possession de biens/équipements fonctionnels ; (v) pratique de l'élevage & possession de bétail ; (vi) pratique de l'agriculture & Stock de produits alimentaires ; (vii) sources de revenus & Moyens de subsistance ; (viii) dépenses du ménage ; (ix) Consommation alimentaire ; (x) chocs/difficultés, stratégies d'adaptation et vulnérabilité et (xi) assistance alimentaire et sociale.

Par ailleurs, un manuel à l'attention des agents en charge de la collecte des données sur le terrain a aussi été élaboré à titre de référence. Un plan d'analyse a également été conçu pour orienter l'analyse des données et des Smartphones ont été utilisés pour le recueil, entre autres, des données GPS.

3. Partenariat et coordination de l'évaluation

La coordination et la mise en œuvre de cette évaluation a été assuré par le Gouvernement, avec l'appui technique et/ou financier du PAM, du Cluster Sécurité Alimentaire et des autres organisations partenaires (ACF, COHEB, IEDA Relief, JUPEDDEC, OXFAM et Tearfund). Sur la base du plan opérationnel de collecte de données et en fonction du déploiement des ONGs dans certaines zones spécifiques, certaines ONGs internationales et locales ont été contractées pour appuyer la collecte des données sur le terrain, soit dans la collecte proprement dite soit à travers un appui logistique pour la collecte.

4. Mouvements des populations et caractéristiques des ménages

4.1 Statut de résidence des ménages

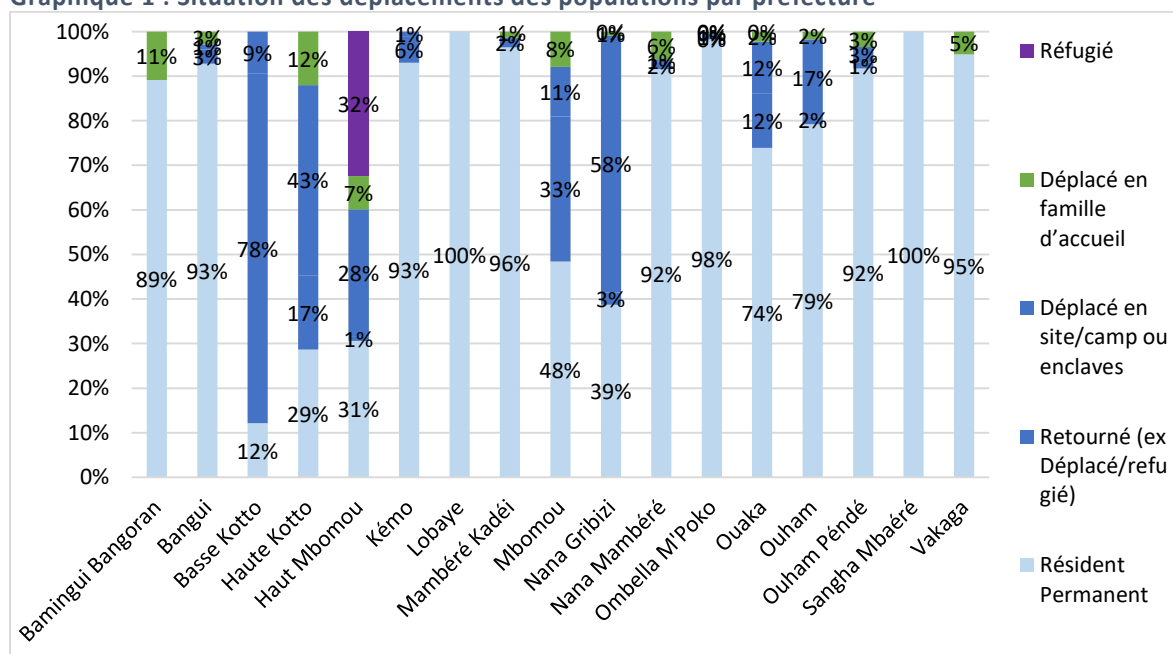
Au niveau national, plus d'un quart (25%) des ménages sont des déplacés, réfugiés ou des personnes anciennement déplacées. Ces déplacés se composent comme suit : 9% d'entre eux sont des retournés, 11% sont des personnes déplacées dans des camps ainsi que des sites spécifiques ou des enclaves dédiées ; 4% sont dans des familles d'accueil et 2 % sont des réfugiés. Les trois quarts des ménages déplacés en famille d'accueil (38%), des déplacés sur les sites (33%), retournés (32%) et populations hôte (34%) ont des femmes comme chef de ménages.

En comparaison à la situation en décembre 2016 on note une augmentation significative de la proportion des personnes résidentes (75% en 2017 contre 69% en 2016), probablement due aux retours enregistrés dans les zones sécurisées. La situation des ménages déplacés en fonction des préfectures se présente comme suit :

- Haut Mbomou avec 68% des déplacés dont 32% de réfugiés, 29% de déplacés en camps/sites/enclaves et 7% dans les familles d'accueil ;
- Basse Kotto avec 87% des déplacés dont 78% de retournés et 9% des déplacés en camps ;
- Haute Kotto 72% des déplacés dont 17% des retournés ; 43% des déplacés en camps et 12% au sein des familles d'accueil ;
- Nana Gribizi 62% des déplacés dont 58% des déplacés en camps ; 3% des retournés et 1% dans les familles d'accueil.

Les préfectures de Lobaye, Sangha Mbaéré, Ombella M'Poko, Vakaga et Mambéré Kadéï se distinguent des autres en termes de mouvement de population. En effet, ces dernières sont caractéristiques d'une situation relativement calme avec très peu des déplacements de populations (Cf. Graphique 1).

Graphique 1 : Situation des déplacements des populations par préfecture



4.2 Raisons du déplacement des populations, durée de séjour et tentative de retour

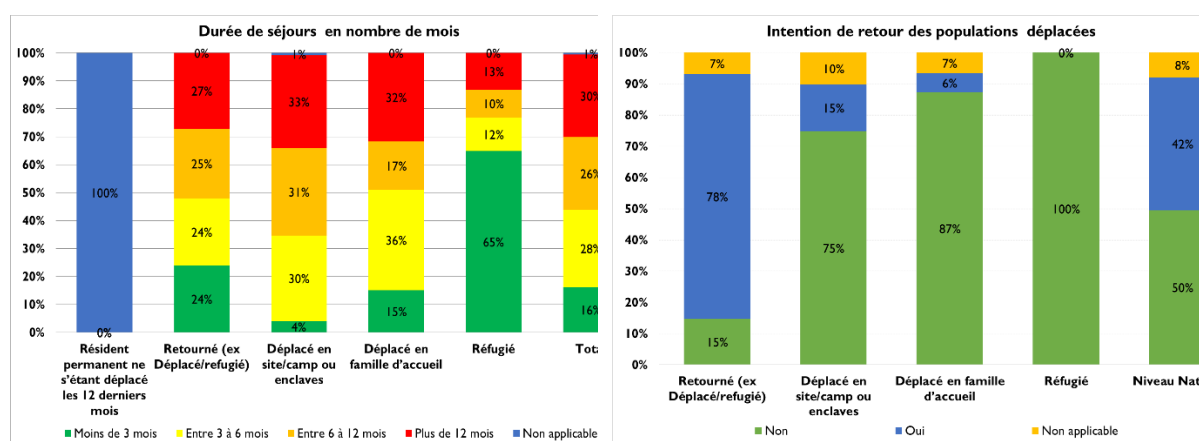
En décembre 2017, plus de 48% des ménages au niveau national se sont déplacés en raison de la dégradation de la situation sécuritaire dans leur zone habituelle de résidence. Environ 33% de ces

personnes se sont déplacés vers les zones d'accueil en lien avec la situation sécuritaire favorable. Il ressort des focus groups communautaires que le déplacement des populations vers les zones d'accueil a eu pour conséquences principales (i) une hausse des prix des denrées alimentaires ; (ii) une diminution de l'accès à l'eau potable en lien avec la forte pression sur les points d'eau et (iii) une augmentation des problèmes de santé.

En termes de durée de déplacement, environ 30% des ménages Centrafricains se sont déplacés depuis plus d'une année et plus de 56% se sont déplacés depuis plus de 6 mois. L'analyse en fonction du statut de la population montre que le séjour est plus long chez les retournés, les déplacés en camps et les déplacés en famille d'accueil comparé aux réfugiés. En effet, la majorité des réfugiés (65%) sont dans le pays d'accueil il y a moins de 3 mois. Chez les retournés et les déplacés en famille d'accueil, la proportion ayant séjourné moins de 3 mois est de 24% et 15% respectivement.

Au cours des six derniers mois, environ 26% des ménages ont accueilli des personnes déplacées ou des réfugiés. Dans plus d'un quart des cas, ces personnes vivent encore dans les ménages qui les ont accueillis. Au niveau national, l'analyse des phénomènes des retours des personnes déplacées au cours de la période des trois derniers mois, montre qu'environ 50% des ménages déplacés ont essayé de rentrer chez eux. Ce pourcentage est particulièrement élevé chez les retournés (78%) en comparaison aux déplacés dans les familles d'accueil (25%) et les déplacés au sein des camps et sites d'accueil (7%). Ce pourcentage est plus élevé dans la préfecture de la Ouaka avec 29% des intentions de retour dénotant une certaine amélioration du contexte sécuritaire.

Graphique 2: durée de séjour des personnes déplacées et intentions de retour



4.3 Aide alimentaire et autres appuis au profit des populations

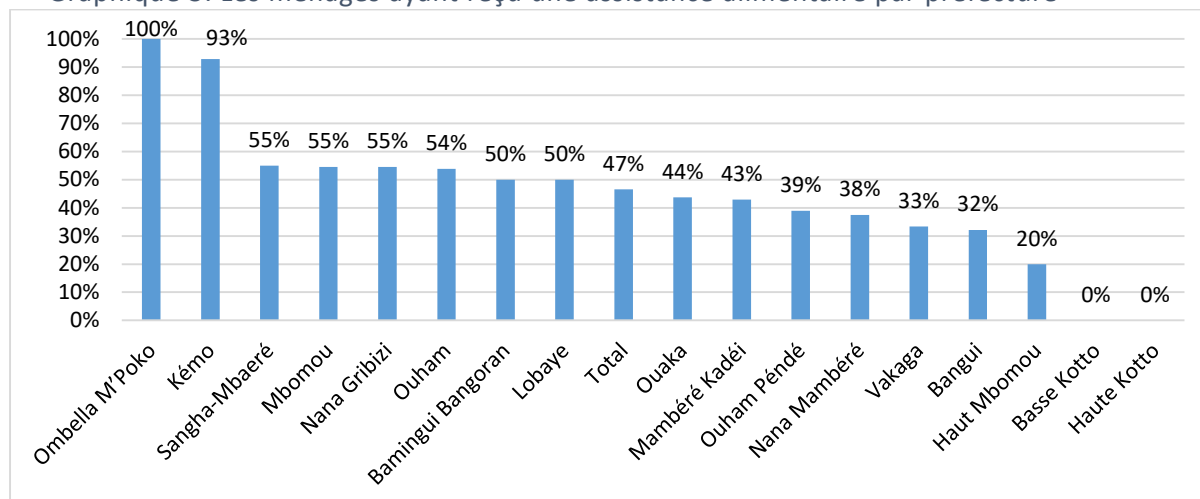
A la question « Votre village/quartier a-t-il bénéficié d'une assistance (alimentaire ou non) au cours des 12 derniers mois », dans presque toutes les préfectures, les communautés ont donné une réponse affirmative même si l'assistance ne couvre pas toutes les communautés. Seules, les communautés de Basse et Haute Kotto disent qu'elles n'ont pas bénéficié d'une assistance quelconque au cours de 12 derniers mois. Toutefois, ces communautés ont affirmé la présence de trois acteurs ONG dans la Basse Kotto et 6 acteurs dans la Haute Kotto qui travaillent spécialement dans les domaines (1) de la promotion de la sécurité ; (2) de la santé ; (3) la construction et réhabilitation des infrastructures et (4) de la facilitation de l'accès à l'eau potable.

Les principaux intervenants au niveau national restent les ONG et les institutions des Nations Unies telles que le PAM, l'UNICEF et l'UNHCR avec comme principaux domaines d'intervention : l'agriculture, l'éducation, la santé/Nutrition, les Activités Génératrices de revenus, la distribution des vivres et Transferts monétaires et/ou bons alimentaires. Les communautés ayant le plus bénéficié des appuis

sont celles de Ombella M’Poko (100%) ; Kémo (93%), Sangha Mbaéré, Nana Gribizi et Mbomou avec (55% des villages ayant bénéficié des appuis).

L’analyse des domaines couverts par les interventions des acteurs, montre une prédominance de la sécurité alimentaire centrée sur les distributions de vivres (22% des domaines d’intervention), l’appui à la production agricole (17% des domaines d’intervention), la santé et la nutrition (15% des domaines d’intervention) et de l’éducation (11% des domaines d’intervention).

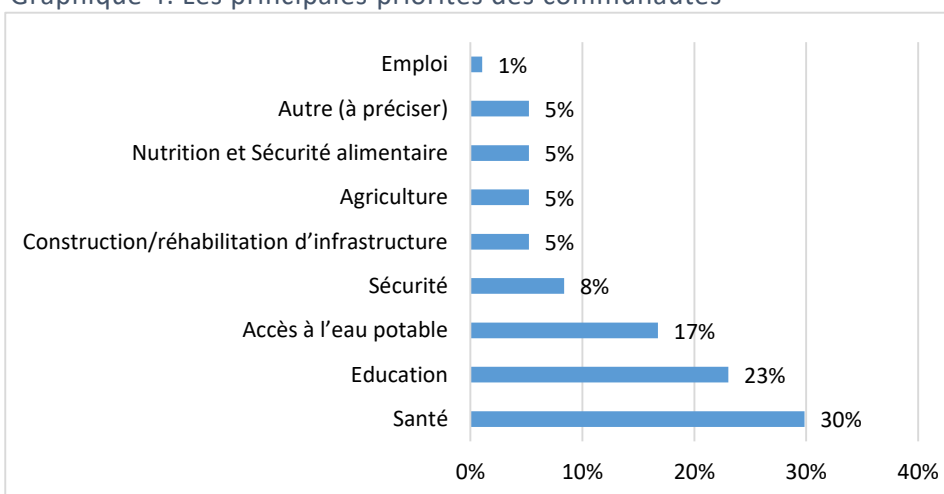
Graphique 3: Les ménages ayant reçu une assistance alimentaire par préfecture



4.4 Les principales priorités des populations

L’analyse des données issues des entretiens communautaires indique que la santé, l’éducation et l’accès à l’eau potable figurent en tête des priorités des populations et constituent de facto les axes d’intervention devant être développés dans le cadre des actions des acteurs humanitaires et de développement. La question de la sécurité, de l’agriculture, de la nutrition et de la sécurité alimentaire sont également citées parmi les priorités des populations mais loin derrière les questions de l’accès à l’éducation, à la santé et à l’eau potable (Cf. Graphique 3).

Graphique 4: Les principales priorités des communautés



L’analyse des besoins prioritaires des communautés en fonction des préfectures montre des disparités importantes. En effet la santé et l’éducation sont citées en tête des priorités des communautés suivies par l’accès à l’eau potable. Pour

les communautés des préfectures de Vakaga et de la Haute Kotto, c’est l’accès à l’eau potable qui est considéré comme étant le problème principal devant être traité.

5. Pratique de l'agriculture et de l'élevage

5.1 Pratique de l'agriculture et les contraintes rattachées

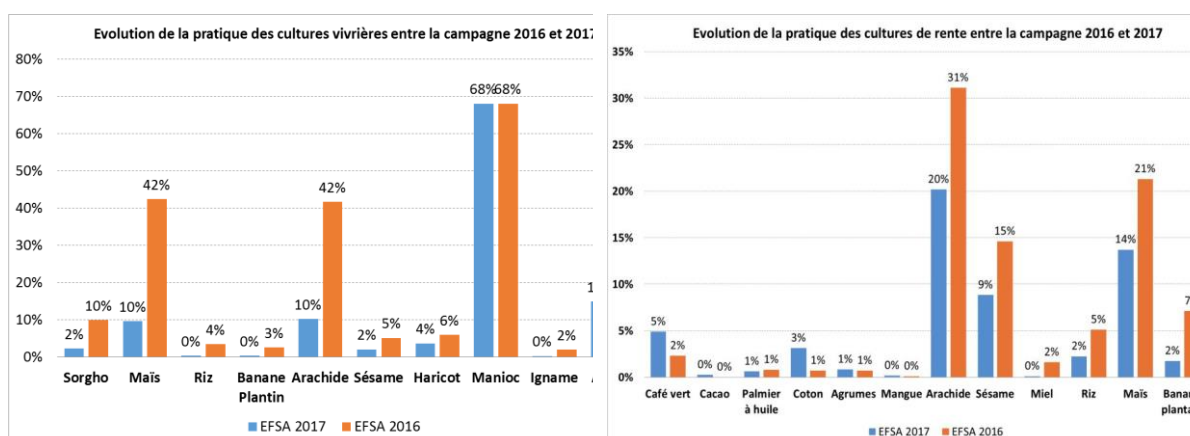
Au cours de la campagne agricole 2017- 2018, environ 67% des ménages ont pratiqué l'agriculture à l'échelle nationale. L'analyse des données montre une baisse de 11% de la proportion des ménages qui ont pratiqué l'agriculture en comparaison à l'année dernière malgré une amélioration de la proportion des ménages ayant accès à la terre (72% en 2016 contre 74% en 2017).

Les principales cultures de consommation pratiquées par les ménages courant la campagne 2017 sont : (i) le manioc pratiqué par 68% des ménages ; (ii) l'arachide et le maïs par 10% des ménages chacun et (iii) le haricot pratiqué par 4% des ménages. Le sorgho et le sésame ainsi que d'autres spéculations comme le riz et la banane plantain sont faiblement pratiqués en tant que cultures de consommation au sein des familles. En termes de cultures de rente pratiquées en 2017, ce sont surtout l'arachide, le maïs, le sésame et le café vert qui ont dominé la production de la majorité des ménages avec respectivement 20%, 14%, 9% et 5% des ménages ayant pratiqué ces spéculations.

A l'échelle nationale, la culture du manioc à des fins de consommation courante a connu une stabilité en termes de proportion des ménages ayant conduit cette culture courant 2017 en référence à la campagne de 2016. La proportion des ménages ayant conduit les spéculations comme le riz (-88%), l'igname (-83%), le sorgho (-77%), le maïs (-77%), l'arachide (-75%) et le haricot (-38%) est en baisse considérable en comparaison à la campagne agricole de 2016.

L'analyse comparative de la production de rente entre 2017 et 2016 indique une baisse importante de la proportion des ménages qui ont conduit les cultures de palmiers à huile (-23%) ; arachide (-35%), sésame (-40%), riz (-56%) et maïs (-36%). Par contre, les proportions des ménages ayant conduit les cultures de coton (+345%), café (+112%), mangue (+68%) et agrumes (+17%) sont en hausses entre 2016 et 2017.

Graphique 5: Evolution de la pratique des cultures vivrières et de rentes entre 2017 et 2016



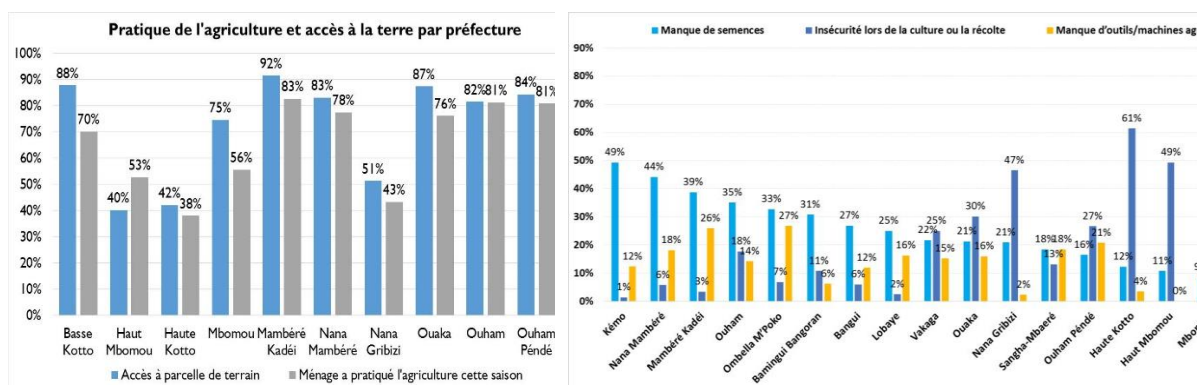
La multiplication des affrontements intercommunautaires dans plusieurs localités du pays, la persistance de l'insécurité, les mouvements de population ont eu comme conséquence le repli de la diversité des cultures. En effet, les ménages se sont progressivement contentés de la pratique des cultures moins exigeantes en termes d'entretien et de donc de main d'œuvre.

L'analyse de l'accès à la terre¹ en fonction des zones administratives indique que les préfectures les plus défavorisées en terme d'accès à la terre et de la pratique de l'agriculture sont : la Haute Kotto, le Haut Mbomou, Nana Gribizi et le Mbomou. Ces préfectures sont pour la plupart victimes des derniers

¹ L'accès à la terre est ici analysé sous l'angle de la capacité de mise en valeur de la terre ou en lien avec les déplacements

événements sécuritaires ayant secoué le pays et occasionné des nombreux déplacements des populations. L'analyse de la pratique des activités fait ressortir également d'autres contraintes liées au manque d'outils et de matériels agricoles fortement ressenties au niveau des préfectures Ombella Mpoko, Mambéré Kadéi et dans le Ouham Pendé. Par ailleurs des contraintes liées à l'accès aux semences ont été évoquées dans les préfectures de la Basse Kotto, le Mbomou la Haute Kotto le Haut Mbomou et Nana Gribizi.

Graphique 6: Les principales contraintes liées à la production agricole



5.2 Possession de la terre et du bétail selon le statut du ménage

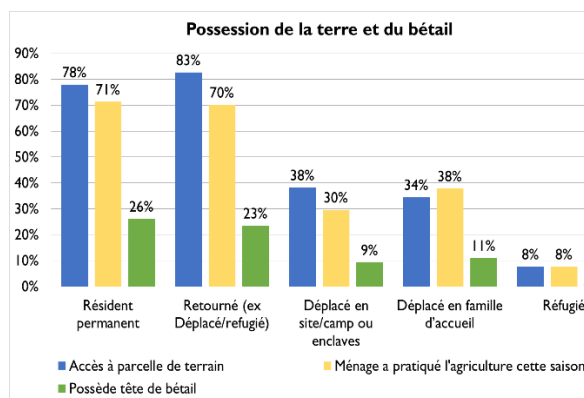
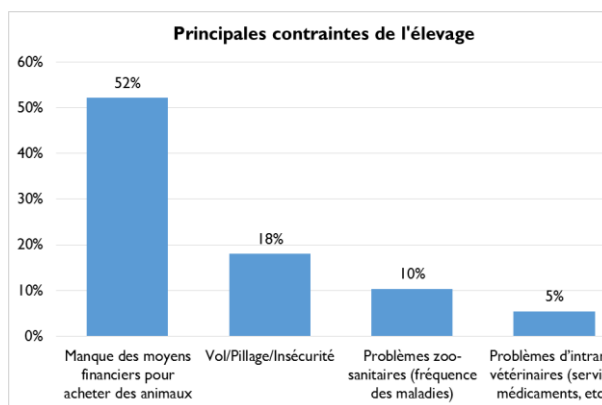
Les ménages réfugiés, les déplacés en famille d'accueil et les déplacés en site/camp/enclaves sont les plus touchés par le manque de foncier pour la pratique agricole. Alors que 8% seulement des réfugiés ont accès à la terre, 34% des déplacés en famille d'accueil et 38% des déplacés en site en ont accès pour la pratique de l'agriculture. A cet effet, il est important dans le cadre des actions d'appuis, d'intégrer la facilitation de l'accès au foncier pour ces catégories de populations.

Plus souvent, les animaux sont considérés comme une forme d'épargne sur pieds au quelle les détenteurs ont recours en cas des situations difficiles. Au niveau national, seuls 24% des ménages possèdent du bétail. Les ménages issus des préfectures Mbomou, Nana Mambéré et Vakaga sont ceux qui possèdent le plus de bétail avec respectivement 41%, 41% et 44% de la population qui ont affirmé disposer du bétail. L'analyse de la possession du bétail selon le genre montre que ce sont surtout les hommes qui détiennent entre leurs mains l'essentiel du capital bétail.

Les femmes même si elles en possèdent quelques fois des animaux, ce sont que de la volaille, des petits ruminants ou des porcins. En effet l'analyse de la possession du bétail par les femmes montre que 6% d'entre elles possèdent des petits ruminants, 3% possèdent des porcins et 14% possèdent de la volaille. Il est alors important dans le cadre de la mise en œuvre des appuis dans le domaine de l'élevage, de porter une attention particulière aux femmes et de les soutenir dans le cadre de l'élevage de la volaille et des petits cheptels.

La principale contrainte limitant l'accès aux animaux pour les ménages demeure le manque des moyens financiers permettant de les acquérir (citée par 52% des ménages). Parmi les autres contraintes ont note : les problèmes zoo-sanitaires (10%), vols ou pillage (18%) et des problèmes d'intrants vétérinaires (5%).

Graphique 7: Pratique de l'élevage et de possession de la terre agricole



6. Résultats sur la situation alimentaire des ménages

7. Consommation alimentaire des ménages

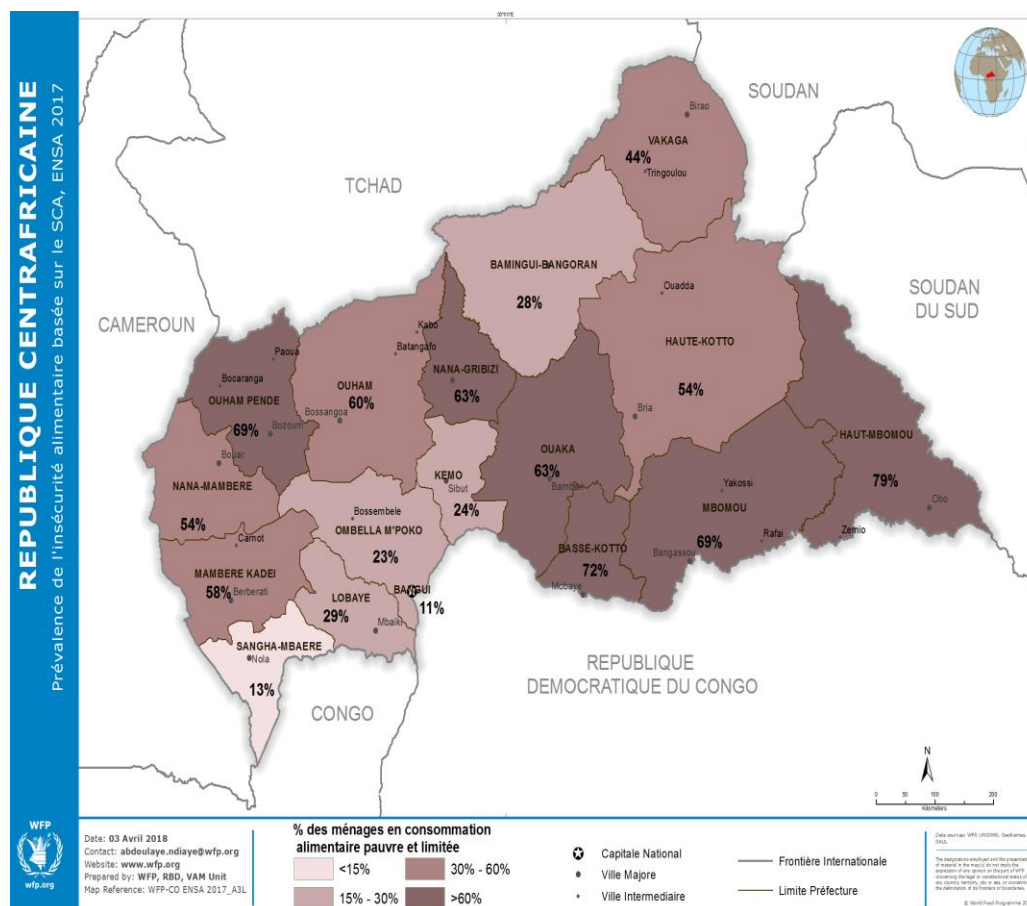
7.1 Situation de la consommation alimentaire selon les préfectures

Le score de consommation alimentaire est un indicateur qui reflète à la fois la diversité du régime alimentaire, la fréquence de consommation ainsi que la valeur en calories, en macronutriments et en micronutriments des aliments consommés. De manière générale, la consommation alimentaire a suivi la même tendance que la prévalence de l'insécurité alimentaire au niveau géographique avec notamment des proportions importantes des ménages avec une consommation pauvre et limite dans les régions qui enregistrent des déplacements de population en lien avec la situation sécuritaire.

La carte de consommation ci-dessous permet de distinguer quatre grandes zones géographiques :

- (i) une zone avec des indicateurs fortement dégradés au niveau de la consommation alimentaire telles que les préfectures de Mbomou, de haut Mbomou et Ouham Pendé avec presque trois quart des ménages avec une consommation alimentaire inadéquate ne leur permettant pas de mener une vie active et saine;
- (ii) une zone avec des taux non négligeables de consommation pauvre et limite qui intègre les préfectures de la Basse Kotto (65%), Nana Gribizi (63%), Ouaka (62%), Ouham (60%), Mambéré Kadéi (58%), Nana Mambéré et la Haute Koto (54%). A l'image des préfectures citées ci-dessus, ces préfectures ont également été touchées par le spectre d'insécurité et de déplacement de population ayant certainement contribué à une limitation de l'accès et de la diversité de l'alimentation des ménages.
- (iii) une zone avec une consommation moyennement dégradée, où la proportion de la population ayant une consommation alimentaire pauvre et limite varie entre 20% et 50%. Il s'agit principalement des zones géographiques autour de la capitale Bangui ainsi que des préfectures septentrionales : Ombella M'Poko (23%), Lobaye (29%), Kémo (24%), Vakaga (44%) et Bamingui Bangoran (28%).
- (iv) Une zone par une consommation alimentaire des ménages globalement bonne avec une proportion de la population ayant un score de consommation pauvre et limite comprise entre 10% et 20%. Il s'agit particulièrement de la capitale Bangui (11%) et la préfecture de Sangha Mbaéré (13%). Il s'agit ici des zones géographiques où les activités économiques n'ont pas subi des perturbations majeures ces derniers mois et où la situation sécuritaire a été globalement stable.

Carte 1 : Score de consommation alimentaire des ménages par préfecture



7.2 Consommation alimentaire par statut et son évolution temporelle

Au niveau national, la consommation est pauvre et limitée chez 45% des ménages en décembre 2017. Mais l'analyse comparative montre une amélioration de la consommation alimentaire, par rapport à décembre 2016 (60%), imputable à une bonne campagne agricole dans les zones non couvertes par le conflit ainsi qu'une couverture accrue de certains besoins par les acteurs humanitaires. Il n'existe pas de différence entre la proportion d'hommes chef de ménage (44%) et femmes (46%) avec une consommation alimentaire pauvre/limitée.

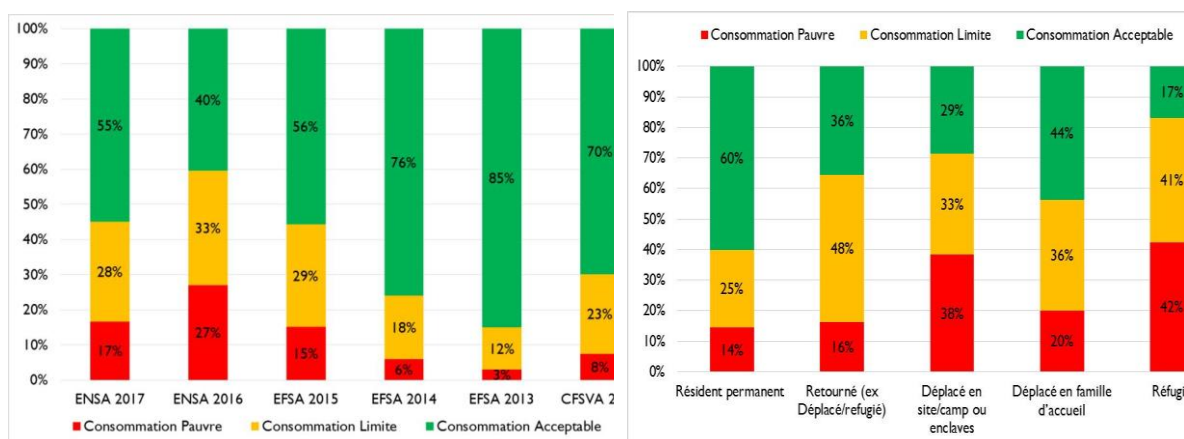
Les préfectures où les ménages ont amélioré leur consommation alimentaire en comparaison à l'année dernière à la même période sont : (1) le Kémo avec une réduction de la proportion des ménages avec une consommation pauvre et limitée de 71%, (2) Sangha Mbaéré de 73% ; (3) Bamingui Bangoran de 52% et (4) la ville de Bangui avec une réduction de 53%.

D'autres part, la situation de la consommation s'est dégradée de manière significative dans les préfectures du Haut Mbomou, Mambéré Kadéi, le Mbomou et la Basse Kotto avec des augmentations respectives de la proportion des ménages avec une consommation pauvre et limitée de 65%, 17%, 12% et 5% en comparaison à l'année 2016 à la même période.

Même si la consommation alimentaire s'est globalement améliorée en décembre 2017 en comparaison à décembre 2016, il est important de noter que le niveau actuel de la consommation est plus dégradé que ceux des années 2015, 2014 et 2013 pour lesquelles les proportions de ménages ayant une consommation pauvre et limitée sont respectivement de 44%, 24% et 15%. En d'autres termes, le niveau actuel de la consommation reste particulièrement mauvais ; ce qui dénote de l'urgence d'intensifier des actions de soutien aux populations vulnérables.

L'analyse de la consommation en fonction du statut des ménages montre une situation de la consommation alimentaire qui est particulièrement alarmante chez les réfugiés, les déplacés en site et les retournés avec notamment une consommation jugée pauvre et limite chez respectivement 93%, 71% et 64% de ces ménages. En termes d'urgence des interventions ou de cibles dans le cadre du déploiement de l'aide, ces catégories de populations ressortent comme étant les plus prioritaires même si on ne saurait en effet les dissocier des populations hôtes/ résidentes pouvant notamment subir de manière directe ou indirecte des situations vécues par les PDI.

Graphique 8: Score de consommation alimentaire des ménages

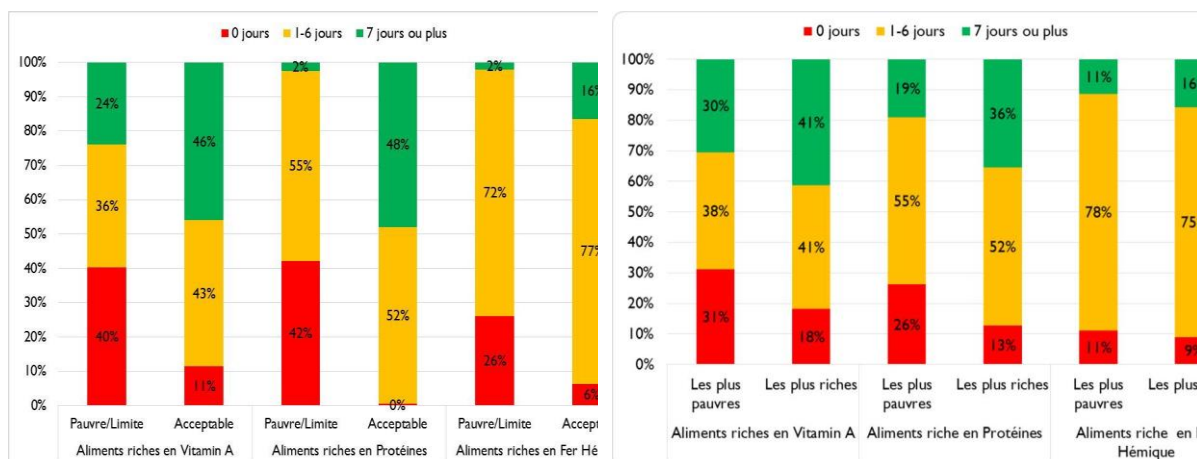


7.3 Consommation des aliments riches en micro et macronutriment

Le manque de fer peut être dangereux pour la santé dans la mesure où une carence en fer fait chuter le taux d'hémoglobine, rendant notre organisme plus sensible aux attaques extérieures. Les enfants ainsi que les femmes enceintes et allaitantes sont particulièrement vulnérables à l'absence du fer dans l'organisme car cela est à la base de l'anémie. L'analyse de la consommation des microéléments au sein des différents groupes de consommation (pauvre, limite et acceptable) montre que le fer héminique (fer contenu dans les produits alimentaires de consommation courante) est absent dans la diète alimentaire des 7 derniers jours pour 26% des ménages ayant une consommation pauvre et limite. La consommation alimentaire des ménages dans cette catégorie n'intègre pas les aliments suivants : (i) le foie et les autres viandes rouges ; (ii) les fruits de mer et les poissons ; (iii) les fruits secs, comme les abricots, prunes et raisins secs ; (iv) les noix et les légumineuses ; (v) les céréales à grains et les légumes à feuillage vert.

Par ailleurs, l'analyse comparative de la consommation du fer héminique par catégorie socio-économique, indique que plus un ménage est nanti, plus sa consommation en fer héminique est importante ou régulière. Sur la proportion des ménages n'ayant pas consommé le fer héminique sur la période de 7 derniers jours, 11% sont des pauvres et 9% sont des nantis.

Graphique 9: Consommation du fer héminique par les ménages



L'absence de la consommation des aliments riches en vitamine A présente un risque avéré en termes de prévalence de la cécité crépusculaire (maladie se manifestant par un trouble de la vision nocturne). La vitamine A est présente dans les produits alimentaires suivants : (i) les fruits ; (ii) le lait et les œufs et (iii) les poissons. Au niveau national, plus un tiers (40%) des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre ou limite n'ont pas consommé d'aliments riches en vitamine A pendant les 7 derniers jours, alors que cette situation touche seulement un ménage sur dix parmi ceux ayant une consommation acceptable.

De là, plus un ménage a une consommation acceptable, plus sa consommation des aliments riches en vitamines A est importante. L'analyse comparative de la consommation de la vitamine A en fonction des groupes socio-économiques indique que 31% des ménages les plus pauvres n'ont jamais consommé des aliments riches en vitamine A au cours des 7 derniers jours alors que ce taux est seulement de 18% pour les ménages les plus nantis.

Au niveau de la consommation des aliments riches en protéine, il existe des différences significatives en fonction des groupes de consommation. Tandis que les 42% des ménages ayant une consommation pauvre et limite n'ont pas du tout consommé un aliment riche en protéine durant les 7 derniers jours, les ménages ayant une consommation acceptable ont tous consommé un aliment riche en protéine courant la même période.

8. Part des dépenses consacrées à la nourriture du ménage

L'un des symptômes de la grande pauvreté des ménages est naturellement l'allocation de la proportion importante voire très importante de leur budget dans l'achat de nourriture. L'analyse de la dimension économique de l'insécurité alimentaire sur la base de l'indice part de la dépense alimentaire au sein des ménages, indique qu'à l'échelle nationale, 31% de la population centrafricaine ont des dépenses alimentaires représentant plus de 75% de leurs dépenses totales.

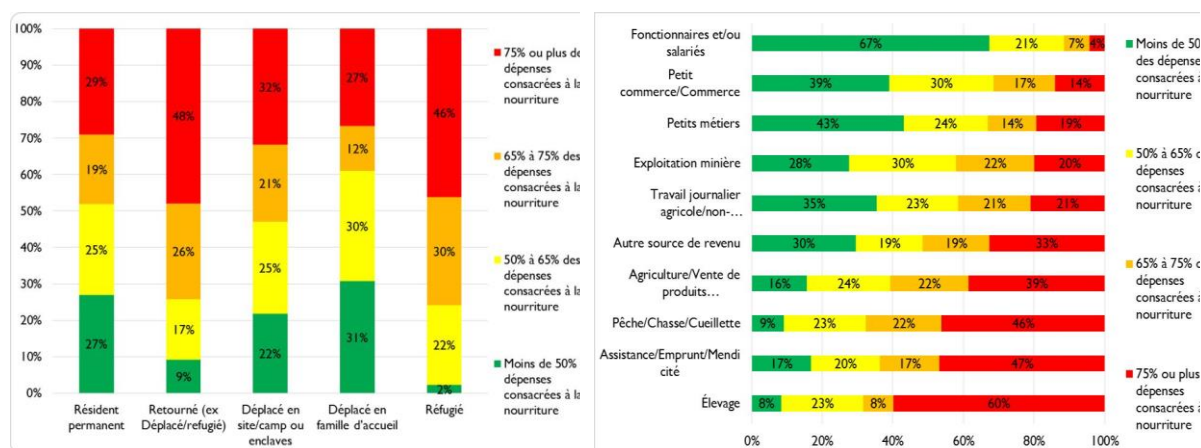
Dans cette même logique, on note que pour 75% des ménages, la dépense alimentaire atteindrait plus de 50% de leurs dépenses totales. Cette situation explique que la préoccupation première des ménages demeure l'accès à l'alimentation et cela au détriment des autres dépenses en lien avec (i) l'investissement agricole, (ii) la santé et (iii) l'éducation. Il s'agit là d'une caractéristique des situations d'urgence humanitaire. L'analyse de l'indice sur la part de la dépense alimentaire dans les dépenses globales des ménages en fonction des préfectures montre que cet indicateur est particulièrement dégradé dans la basse Kotto, Vakaga, Sangha Mbaéré, le haut Mbomou, Ouham et Ouaka.

A l'image du spectre de l'insécurité alimentaire, l'analyse par statut indique une situation particulièrement alarmante chez les ménages réfugiés ou les dépenses alimentaires constituent plus

de 65% de leurs dépenses globales et cela pour plus de 73% d'entre eux. Au niveau des retournés et des déplacés en sites, la part de la dépense alimentaire représente plus 65% de leurs dépenses globales respectivement 74% et 53% d'entre eux.

L'analyse croisée de la dépense alimentaire en fonction de l'activité économique des ménages montre une situation particulièrement difficile chez les ménages qui vendent de la main d'œuvre agricole, ceux qui vivent de la pêche/chasse/cueillette, de la mendicité/assistance alimentaire et les éleveurs. Si pour les éleveurs cette situation est tout à fait logique en lien avec la caractéristique de leurs moyens d'existence et du mode de vie des pasteurs, les autres groupes ci-dessus cités souffrent des effets néfastes de la crise sécuritaire.

Graphique 10 : La part des dépenses alimentaires des ménages en fonction du statut et de l'activité économique



9. Les chocs et stratégies d'adaptation

9.1 Les principaux chocs ayant affecté les populations

Chocs économiques liés aux fluctuations des prix des denrées alimentaires. L'analyse des données de l'ENSA montre également que 12% des ménages ont subi des chocs d'origine économique en lien avec l'augmentation des prix des denrées alimentaires d'une part et d'autre part en relation avec la baisse des prix des produits vendus : exemple du diamant. Cette situation a entraîné une érosion progressive des moyens d'existence et des capacités d'adaptation des ménages ; donc une exposition accrue au spectre de l'insécurité alimentaire.

Toutefois, cette variation du prix des denrées alimentaires est très disparate en fonction des préfectures mais également en fonction des denrées alimentaires. En effet, il ressort des données collectées dans le cadre du mVAM, une baisse importante du prix de manioc dans les localités sentinelles de Bria dans la préfecture de la Haute Kotto (-60% en octobre 2017 en comparaison au mois précédent et -25% en novembre comparé au mois d'octobre 2017), de Obo dans la préfecture du Haut Mbomou (-55% en novembre) et Bambari dans la préfecture de Ouaka (-30%) et Berberati, dans la préfecture de Mambéré Kadéï (-24%). Cette situation résulte aussi bien de la supériorité de l'offre par rapport à la demande sur les marchés de Bria et Obo ainsi le pouvoir d'achat des ménages. Les commerçants sont contraints de vendre à des prix dérisoires pour subvenir à d'autres besoins.

Par contre, quelques localités affichent une hausse importante du prix du maïs en novembre 2017 en comparaison au mois d'octobre de la même année dans la région ouest du pays, dont Berberati dans la préfecture de Mambéré Kadéï (+67%), Kaga-Bandoro dans la préfecture de Nana Gribizi (+43%), Paoua dans le Ouham Pende (+12%), Nola dans la préfecture de Sangha Mambéré (+6%) et à Bria dans la Haute Kotto (+25%). Les raisons sous-tendant cette hausse de prix sont dues en grande partie à la

période d'égrenage et l'état d'approvisionnement moyen des marchés de la région malgré les nouvelles récoltes. De plus l'insécurité des axes menant vers l'Ouham-Pendé et la Basse Kotto impact négativement la source de ravitaillement de Paoua et Bria en céréales.

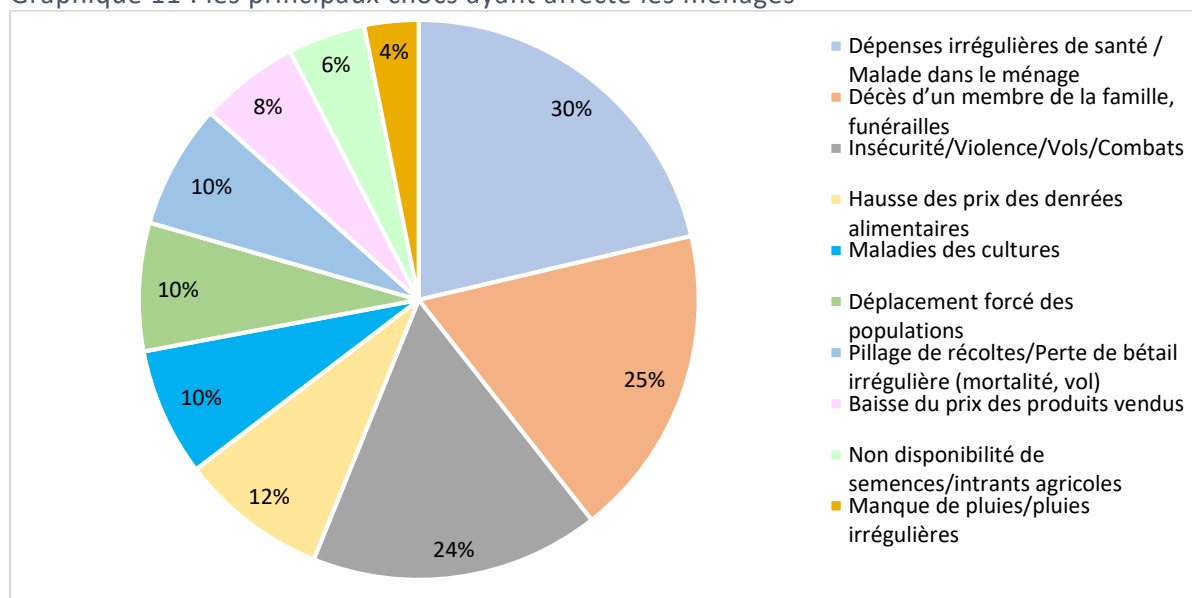
Le prix du riz local varie de 200 XAF à 700 XAF le kg courant le mois de novembre 2017. Comparé à septembre 2017, les localités affichant les hausses les plus importantes sont la région Ouest du pays (Nola +41%, Carnot +40%, Kaga-Bandoro +25% et Bossangoa +17%). La fermeture des frontières entre le Tchad, Cameroun et Centrafrique est la cause principale de cette hausse vertigineuse de prix à Carnot ou on enregistre un retard dans l'approvisionnement provenant du Cameroun causé par la dégradation avancée des routes et l'insuffisance des moyens de transport.

Choc en lien avec le contexte sécuritaire. L'insécurité a affecté la capacité de la majorité des ménages à satisfaire leurs besoins essentiels. L'insécurité et les violences entre groupes armés sont citées par 24% des ménages comme étant un des principaux chocs. Les récents évènements violents entre les communautés ou les groupes armés, laissent craindre que la situation sécuritaire et les tensions interethniques et religieuses pourraient continuer ce qui risque de détériorer davantage la situation alimentaire des ménages les plus pauvres. Plus de 10% des ménages au niveau national ont également souligné le déplacement forcé comme étant un des chocs qu'ils ont dû subir au cours de l'année 2017.

Chocs socio-sanitaires. Plus de 55% des ménages ont mentionné les dépenses irrégulières de santé/maladies dans les ménages ou le décès d'un membre de la famille comme étant l'un des principaux chocs subis depuis le début de l'année 2017. Aussi les éleveurs ont subi des pertes et des vols inhabituels d'animaux le long des axes de transhumance, considérés comme étant de moins en moins sécurisés. La perte de bétail irrégulière (mortalité, vol...) a impacté négativement les moyens d'existence de 10 % des ménages.

Chocs climatiques et environnementaux. Par ailleurs, 10% des ménages ont également subi des chocs en lien avec les déprédateurs des cultures. Il s'agit essentiellement des infestations au niveau de la culture principale qu'est le manioc. Cette situation a également été exacerbée par le contexte sécuritaire qui a limité l'accès des agriculteurs aux conseils techniques en lien avec le départ de certains agents d'encadrement ainsi que des limites dans le cadre de l'accès aux produits phytosanitaires.

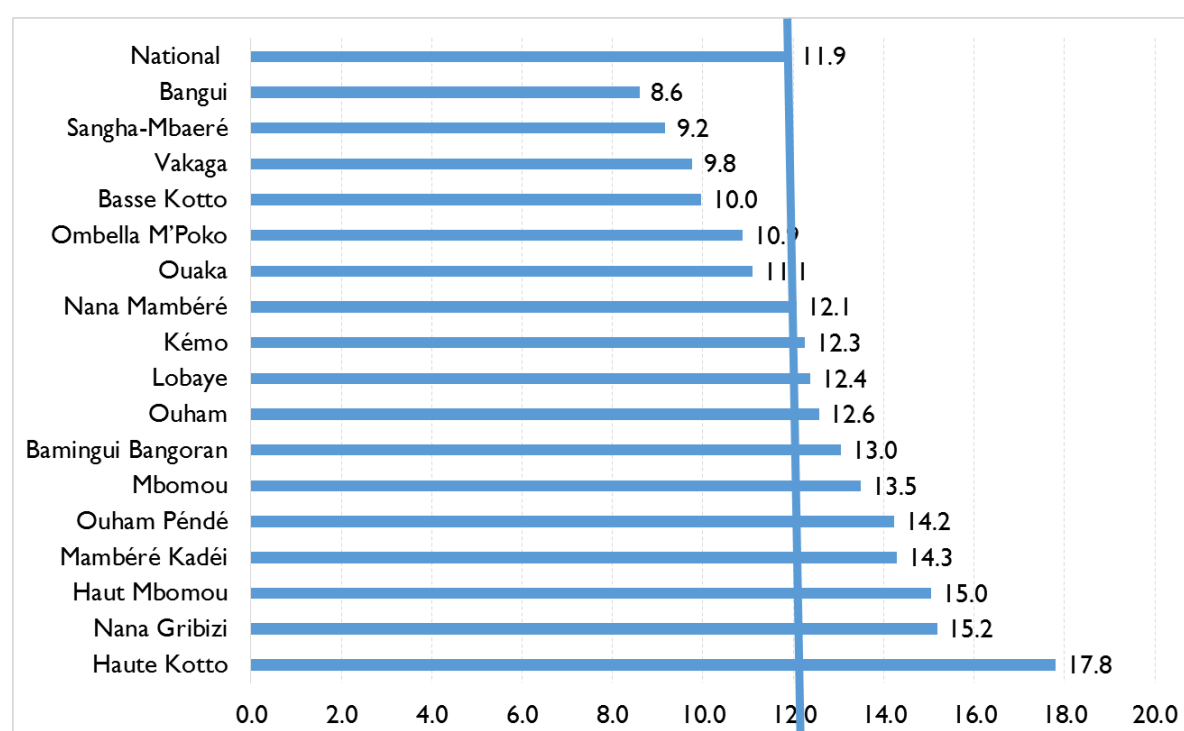
Graphique 11 : les principaux chocs ayant affecté les ménages



9.2 Indice simplifié de stratégie de survie alimentaire (rCSI)

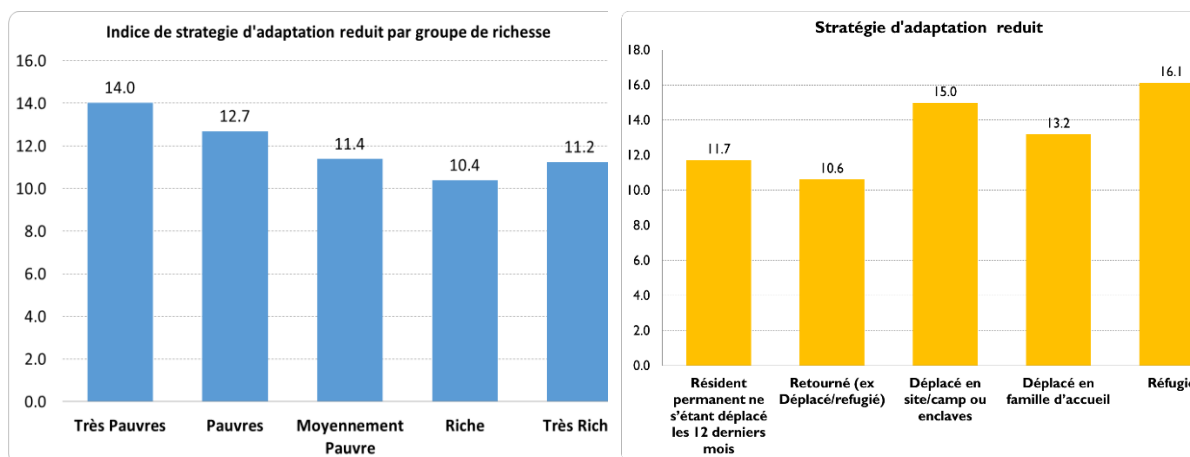
L'indice simplifié des stratégies de survie est un indice qui mesure le recours à cinq stratégies alimentaires à savoir (i) l'utilisation d'aliments moins appréciés et moins chers ; (ii) l'emprunt de vivres ou sollicitation de l'aide d'amis ou parents ; (iii) la limitation de la taille des parts pendant les repas ; (iv) la réduction de la consommation des adultes pour nourrir les enfants et (v) la diminution du nombre des repas par jour. Pour le calcul de l'indice, ces stratégies sont pondérées en fonction de leur gravité. Plus l'indice est élevé, plus le ménage à recours à ces stratégies. L'indice réduit de stratégie d'adaptation est plus élevé dans 64% des préfectures en comparaison à la moyenne nationale qui est 11.9. Les indices de stratégie d'adaptation dans le cadre de l'accès à l'alimentation sont élevés dans les préfectures de la Haute Kotto (17.8), de Nana Gribizi (15.2), Haut Mbomou (15), Mambéré Kadéï (14.3) et Ouham Pendé (14.2) traduisant des difficultés importantes dans le cadre de l'accès à l'alimentation.

Graphique 11: Indice simplifié des stratégies de survie (rCSI) dans les préfectures



L'analyse de l'indice réduit de stratégie d'adaptation en fonction des catégories socio-économiques montre que c'est surtout les ménages les plus pauvres qui disposent des indices de stratégies très élevées. Par ailleurs, il ressort également de l'analyse que l'accès à l'alimentation est plus difficile chez les réfugiés, les déplacés sur sites et les déplacés en famille d'accueil confirmant ainsi leur vulnérabilité dans le cadre de l'accès à l'alimentation.

Graphique 12 : rCSI par indice de richesse et par statut résidence

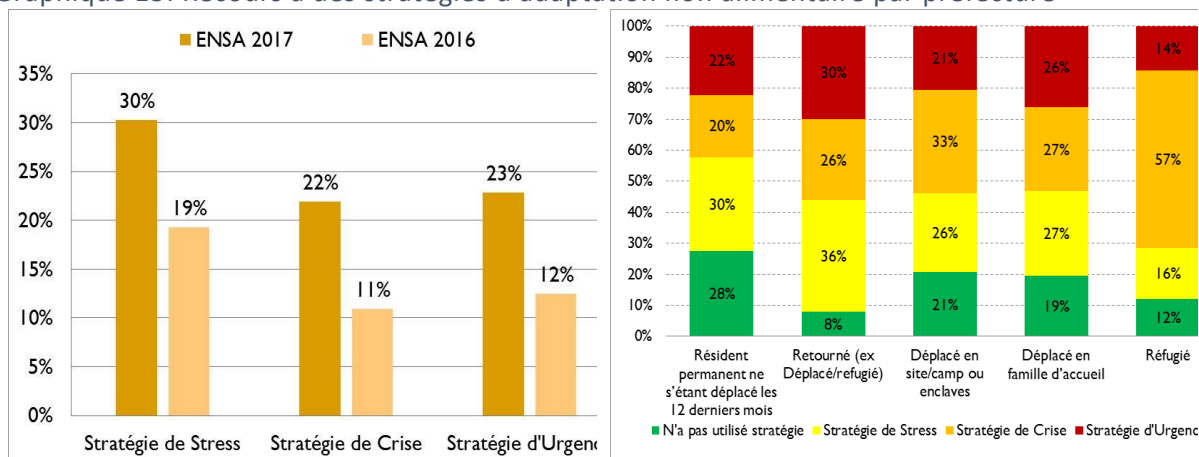


1. Stratégies d'adaptation non alimentaires

Rappelons que les stratégies de survie non alimentaires sont classées en trois catégories selon leur degré de sévérité : (1) **les stratégies de stress** (emprunter de l'argent ou dépenser ses économies, etc.) conduisent à une réduction de la capacité des ménages à affronter des chocs futurs car elles entraînent une diminution de leurs ressources ou une augmentation de leurs dettes ; (2) **les stratégies de crise** (vente d'actifs productifs, etc.) impliquent une réduction de la productivité future et (3) **les stratégies d'urgence** (vente de terres, etc.) affectent également la productivité future, mais sont plus difficiles à renverser ou ont une nature plus dramatique.

Au niveau des recours des familles à des stratégies d'épuisement d'actifs (d'urgences ou de crise), mettant en péril non seulement leurs biens productifs, immobiliers et fonciers, mais aussi leur sécurité alimentaire future, on enregistre environ 55% des ménages utilisant ces stratégies. En moyenne, un ménage sur deux a dû céder une partie de ses biens productifs (qui varient selon les zones de moyens d'existences et les sources de revenu du ménage) pour faire face au manque de nourriture ou d'argent.

Graphique 13: Recours à des stratégies d'adaptation non alimentaire par préfecture



Au niveau de l'évolution dans le cadre de l'utilisation des stratégies d'adaptation corrosive, on note qu'à l'échelle nationale, un épuisement progressif des actifs et une utilisation de plus en plus accrue des stratégies de crise. En effet, alors qu'en 2016, environ 4 ménages sur 10 ont utilisé des stratégies d'épuisement des actifs dans le cadre du processus d'accès à la nourriture, en 2017 c'est plus de 7 ménages sur 10 qui y ont recours. L'évolution dans le cadre du recours à ces stratégies se décline alors à la fois en termes d'amplitude (augmentation de la proportion de personnes qui ont recours) mais

également en termes d'incidence (augmentation de la proportion des personnes qui ont recours à des stratégies de crise). L'analyse des données en fonction du statut des ménages montre que ce sont les ménages réfugiés et les retournés qui sont les plus touchés par le phénomène d'érosion progressive des avoirs et donc par la menace d'insécurité alimentaire à long terme. Plus de 92% des ménages retournés ont utilisés des stratégies de stress à crise alors que ce chiffre est de 88% pour les réfugiés.

2. Stratégies d'adaptation par catégorie socio-économique et par zone géographique

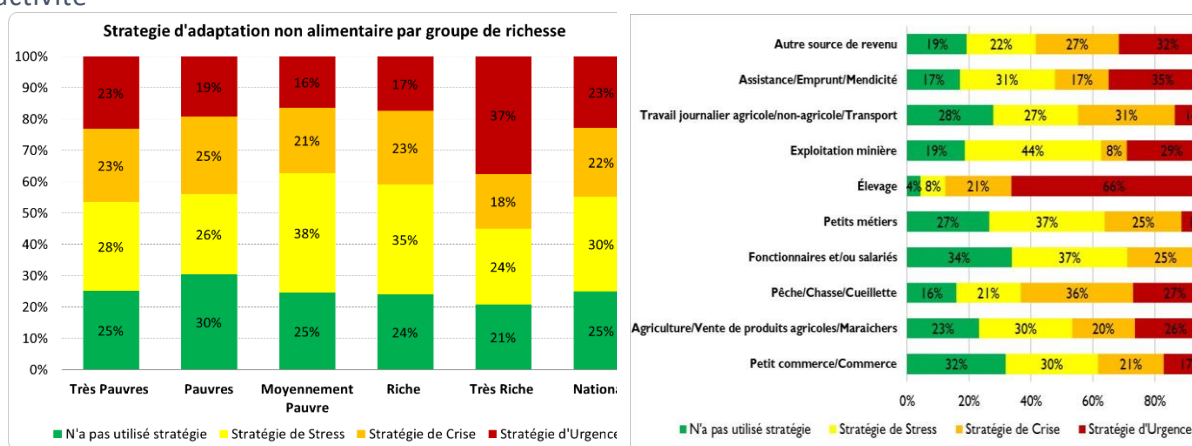
La préfecture de Mbomou est celle au niveau de laquelle les moyens d'existence des ménages ont été le plus fortement affaiblis par les effets de la crise : plus de 7 ménages sur 10 ont vendu certains de leurs actifs productifs voire même une partie de leur matériel de production ou de la terre.

Des effets négatifs de cette crise prolongée se sont aussi fait sentir sur les enfants quand on considère que 37% des ménages les ont retirés de l'école faute de moyens. Cette pratique négative pour les enfants a été aussi mise en place dans presque toutes zones touchées par le conflit.

L'analyse des stratégies d'adaptation en fonction des groupes de richesse montre que même les ménages les plus nantis sont touchés par la crise car 55% des ménages les plus aisés ont utilisé des stratégies de crise et d'urgence dans le processus d'acquisition de denrées alimentaires. Il ressort qu'en termes de mise en œuvre des stratégies d'adaptation, il y a très peu de différence entre les différents groupes de richesse.

Parmi les catégories socio-économiques vivant dans les zones enquêtées, l'utilisation des stratégies d'urgences est plus accentuée chez les ménages vivant de l'élevage, les bénéficiaires des aides comme les réfugiés, ceux qui vivent de la chasse et de la pêche ainsi que le travail journalier agricole ou non agricole (qui ont surtout eu recours à des activités illégales ou dangereuses). Plus d'un ménage sur trois dans ces catégories a dû faire recours à des stratégies irréversibles pour assurer leur survie. Toutefois, il est important de prendre en compte le fait que les éleveurs habituellement et vendent leur bétail en vue de s'acheter de la nourriture.

Graphique 14: Mise en place des stratégies d'adaptation par catégorie socio-économique et par activité



10. Moyens d'existence et niveau de vie des ménages

10.1 Analyse du phénomène de pauvreté

Pour rappel, les pourcentages ont été obtenus ici sur la base d'un indice de richesse des ménages. L'indice est construit à partir d'informations collectées relatives aux biens possédés par les ménages (radio, motocyclette, téléviseur, machine de transformation agricole, etc.), à leur accès à des sources d'eau améliorées et à la possession de bétail. Chaque ménage se voit attribuer un score sur cette base. Le score d'un ménage est d'autant plus élevé que le ménage possède des avoirs qui assurent son bien-être matériel. Puis les ménages sont répartis selon leur indice dans cinq classes : très pauvres, pauvres, moyen, riches, très riches.

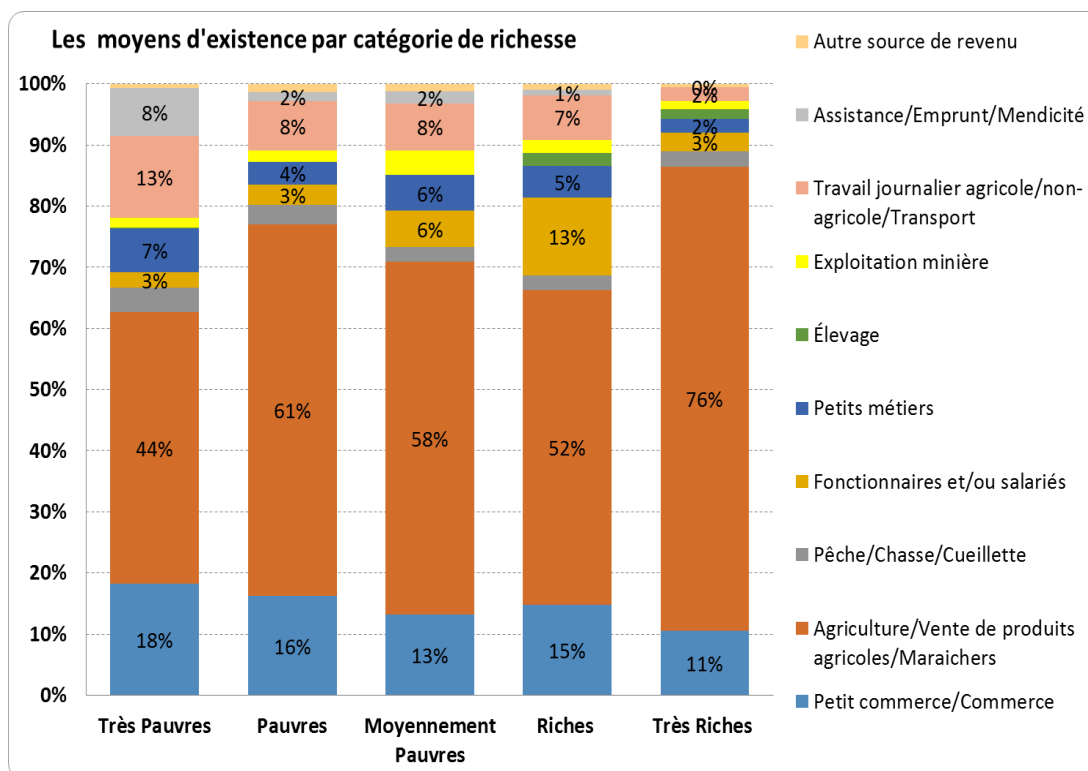
L'analyse de la pauvreté sur la base de l'indice de richesse pour les quintiles les plus pauvres de la population indique une incidence très forte de la pauvreté dans les préfectures du Ouham (60%), Nana Gribizi (58%) le Haut Mbomou (51%) et le Mbomou (50%). Ces préfectures précitées s'opposent à celles de Vakaga (15%), Sangha Mbaéré (15%) et Ombella M'Poko (20%), moins touchées par l'incidence de par la pauvreté au sein des quintiles les plus pauvres.

L'analyse des sources de revenu en fonction des catégories socio-économiques montre que quel que soit la catégorie socio-économique, l'agriculture constitue la principale source de revenu avec notamment une contribution à hauteur de 76% du revenu pour les ménages les plus nantis et respectivement 58% et 52% pour les ménages modérés et nantis. L'importance de secteur dans le revenu des ménages dénote de l'importance de mettre un accent particulier en termes d'appuis aux ménages les plus pauvres dans ce domaine surtout dans les zones où la stabilité permet de développer l'agriculture.

Le petit commerce vient constituer la deuxième source de revenu pour les ménages les plus pauvres avec une contribution de 18% derrière l'activité agricole (44%). Il s'agit principalement du commerce des articles de premières nécessités comme le savon, les denrées alimentaires, la petite restauration et la vente des fruits et légumes. Il s'agit d'une fenêtre d'opportunité devant permettre d'accompagner les ménages les plus pauvres en termes de fonds de roulement additionnels, de formations techniques afin de rentabiliser leurs activités.

L'analyse des sources de revenus, montre enfin une contribution non négligeable du salariat agricole dans le revenu des ménages les plus pauvres : 13% pour les plus pauvres et 8% pour les pauvres. Le contexte sécuritaire très fragile menace cette importante source de revenus des plus pauvres de disparition. Cette situation risque d'exacerber la situation alimentaire déjà délétère de ces groupes de populations. En termes géographique, les ménages dans les préfectures de Haut Mbomou, d'Ouham et de Nana Gribizi dépendent fortement de la vente de la main d'œuvre agricole avec respectivement 43%, 12% et 11% des sources de revenu des ménages. Il s'agit des préfectures où les activités agricoles n'ont pu être menées correctement.

Graphique 15: Indice de richesse par source des revenus



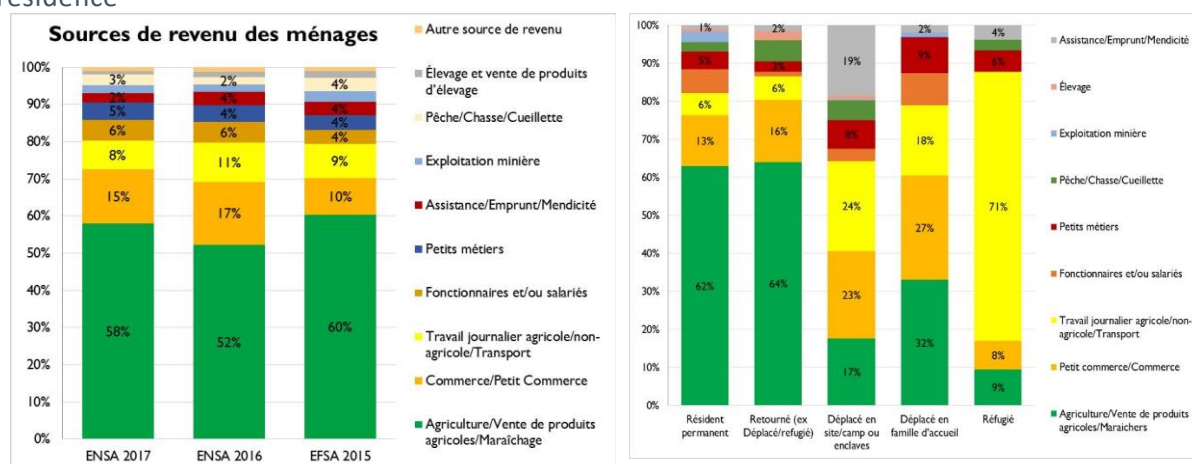
10.2 Sources de revenus par statut et leur évolution temporelle

Comme mentionné plus haut, les ménages dépendent beaucoup du secteur agricole (ventes des produits agricole et journalier) dans le cadre de l'accès au revenu. En effet le secteur agricole participe à hauteur de 60% au revenu des ménages et cette source de revenu est en augmentation en termes d'importance en comparaison à l'année 2016 à la même période mais reste à un niveau inférieur en comparaison à l'année 2015. Avec le rétrécissement de plusieurs sources de revenu comme (i) les activités commerciales (-11%), (ii) la vente de la main d'œuvre agricole (-27%) en comparaison à 2016, les ménages se sont davantage consacrés à la pratique des activités agricole notamment dans les zones les moins touchés par la crise sécuritaire.

Toutefois mis à part le contexte sécuritaire, plusieurs autres contraintes ont marqué la pratique de l'agriculture familiale à savoir (1) le manque de semence cités comme principale contrainte par 27% des ménages, (2) le manque d'outils et machine agricole cité par 17% des ménages et (3) le manque de capital cités par 9% des ménages. Cela ralentit voire freine le déroulement normal de l'activité agricole passée, qui constitue la source principale de revenu pour une grande proportion de la population. Les agriculteurs, déplorent aussi le manque de bras valides partis en déplacement dans le sud du pays notamment à Bangui. Sur les périmètres irrigués villageois, surtout le manque de motopompe et le prix très élevé du carburant pour alimenter ces machines ressortent comme une des contraintes principales à leur activité.

L'analyse croisée des sources de revenu en fonction du statut des ménages fait ressortir des disparités importantes. On constate en effet que le salariat agricole constitue la principale source de revenu des réfugiés avec une contribution de 71%. Pour les déplacés en famille d'accueil et les déplacés en site, les sources de revenu sont réparties de manière quasi équitables entre l'agriculture, le petit commerce et le salariat agricole. Ces trois catégories de ménages sont particulièrement touchées par l'insécurité alimentaire et ont besoin des appuis dans leurs moyens d'existence.

Graphique 16: Source des revenus par prévalence de l'insécurité alimentaire et statut de résidence



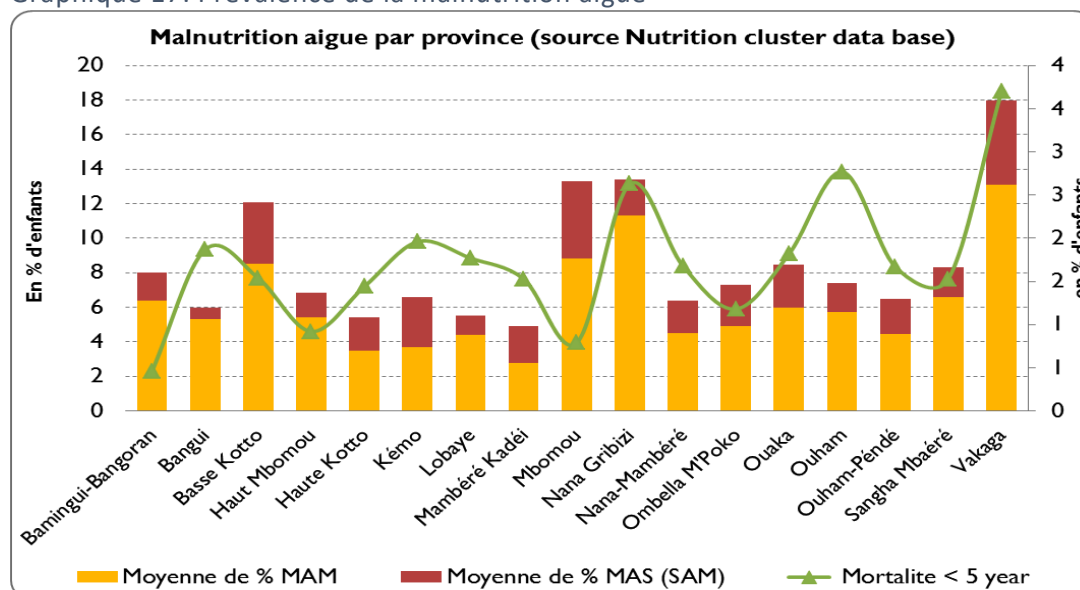
11. La situation nutritionnelle des enfants et des ménages

11.1 Prévalence de la malnutrition aigue

L'enquête nutritionnelle conduite en 2014 indique une prévalence nationale de la malnutrition chronique au-dessus du seuil d'urgence : 40,8%. L'examen de données nutritionnelles de novembre 2017 issues du cluster nutrition indique une prévalence moyenne de 9% de la MAG au niveau national donc très proche du seuil d'alerte de 10%. La prévalence de la MAG est particulièrement élevée, dépassant parfois le seuil d'urgence de 15% dans les préfectures de la Vakaga (18%), elle est au-dessus du seuil d'alerte à Mbomou, à Nana Gribizi et dans la Basse Kotto.

Les habitudes alimentaires inadéquates seraient dues aux problèmes de disponibilité de certains aliments de base, des difficultés d'accès des ménages les plus pauvres à certains produits riches en fer hémique, de l'insuffisance de diversification du régime alimentaire, de la méconnaissance du régime alimentaire approprié à l'âge de l'enfant, de la mauvaise pratique d'hygiène et d'assainissement et du problème d'accès à l'eau potable sont les causes prépondérantes de la situation.

Graphique 17: Prévalence de la malnutrition aigüe



Source : Données du Cluster de Nutrition RCA – Enquête rapide et Smart 2014

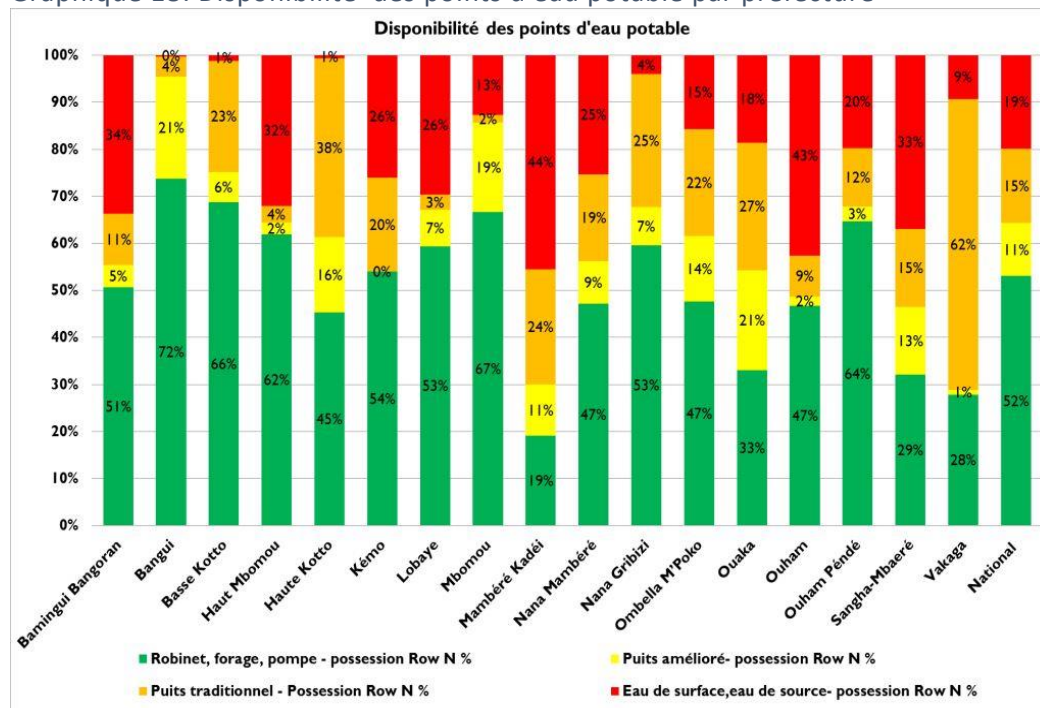
11.2 Accès à des sources d'eau potable

L'analyse des données indique que la disponibilité en eau potable est globalement faible au niveau national. En effet plus de 45% de la population ne disposent pas de point d'eau potable ; ce qui contraint ces derniers à utiliser des points d'eau comme les eaux de surface (19% des ménages), les puits traditionnels (15% des ménages) et des puits améliorés (11% de ménages). L'utilisation de ces points d'eau sans traitement complémentaires engendre le plus souvent des maladies diarrhéiques favorisant ainsi l'installation de la malnutrition infantile.

L'analyse en fonction des préfectures montre également des disparités importantes. La proportion des ménages utilisant les points d'eau non potable est particulièrement élevée dans les préfectures (i) de Mambéré Kadéi avec 81% de la population dont plus de 44% utilisent des eaux de surface pour la consommation humaine ; (ii) Vakaga (72%) ; le Ouaka (67%), Sangha Mambéré (71%) et Ouham (53%). En plus de cette faible disponibilité en point d'eau potable, le traitement de l'eau à domicile reste également très faiblement pratiqué par les ménages : seulement 6% des ménages affirment traiter de l'eau à domicile avant la consommation.

Les préfectures où la proportion de la population utilisant les points d'eau potable est particulièrement élevée sont : Bangui (72%) des ménages, la Basse Kotto (66%), Mbomou et Nana Gribizi respectivement 67% et 53% des ménages. L'analyse de la disponibilité et de l'utilisation des points d'eau potable est en corrélation avec la prévalence des maladies diarrhéiques, même s'il n'existe pas des données secondaires permettant d'illustrer cette relation.

Graphique 18: Disponibilité des points d'eau potable par préfecture



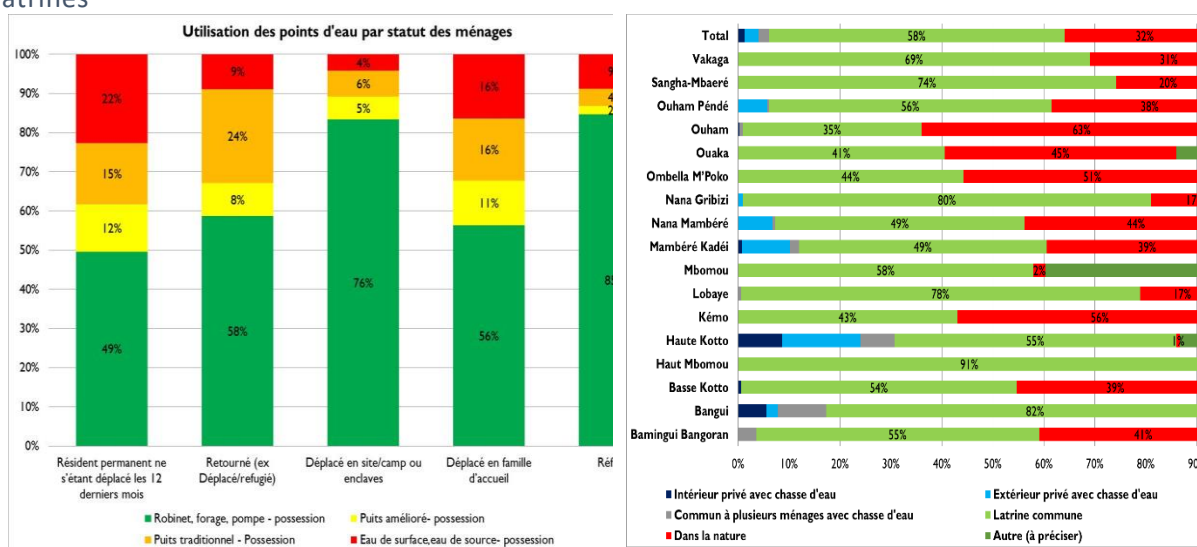
11.3 Accès à l'eau par statut et utilisation des latrines familiales

L'analyse de l'accès à l'eau potable en fonction du statut des ménages montre une situation difficile au niveau des ménages résidents avec plus 49% qui utilisent comme source d'eau de surface, des puits traditionnels et des puits améliorés. La situation est nettement meilleure chez les réfugiés et les déplacés en site d'accueil avec respectivement 85% et 76% des ménages avec un accès à un point d'eau potable.

Malgré cette couverture élevée en termes de point d'eau potable, la mise en place des infrastructures supplémentaires au bénéfice de ces groupes de populations reste particulièrement pertinente. Il s'agit en effet des sites particulièrement vulnérables où les contaminations peuvent être particulièrement rapides compte tenu de la fragilité et de la communauté des infrastructures d'accès à l'eau.

Au niveau de l'utilisation des latrines, il ressort de l'analyse des données que 32% des ménages effectuent une défécation à l'air libre (défécation dans la nature) à l'échelle nationale. La pratique de la défécation à l'air libre est particulièrement élevée dans les préfectures de Ouham (63% des ménages) ; Kémo (56% des ménages) ; Ombella M'Poko (51% des ménages) et Ouaka (45% des ménages). Ce phénomène défécation à l'air libre participe de manière forte à la prolifération des maladies fécales au sein des communautés ainsi qu'à la détérioration de l'état nutritionnel des enfants au sein des communautés.

Graphique 19: Utilisation des points d'eau en fonction du statut des ménages et utilisation des latrines



12. Situation de la sécurité alimentaire

En République Centrafricaine, environ **2 millions** personnes soit plus de **4 ménages sur 10** (45%) est en insécurité alimentaire.

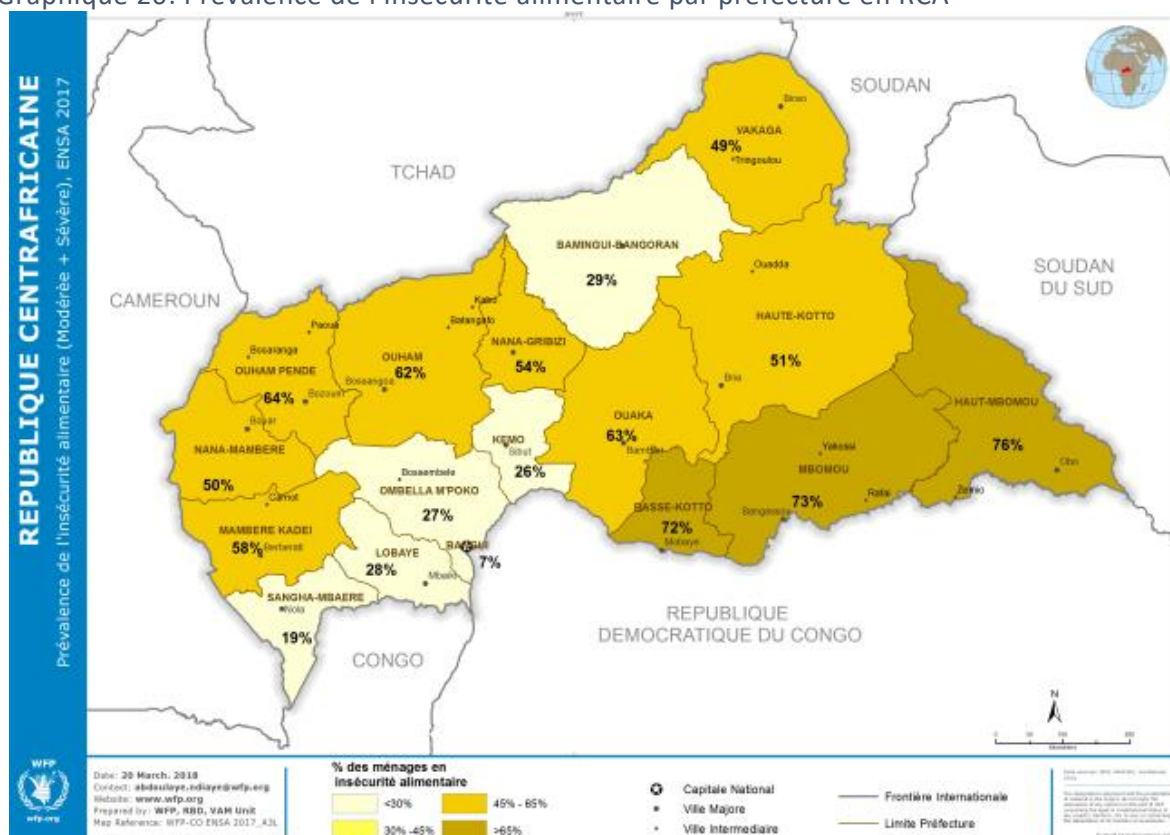
On estime à **460 955**, le nombre de personnes affectées par l'insécurité alimentaire sévère (**10% des ménages**) et **1 584 699** personnes affectées par l'insécurité alimentaire modérée (**35% des ménages**). Ces derniers risquent également de basculer dans une situation d'insécurité alimentaire sévère si aucune mesure d'atténuation n'est mise en œuvre à court terme.

Environ 15 pour cent de la population est en sécurité alimentaire. Le reste, soit environ 41 pour cent des ménages est dans une situation de sécurité alimentaire limite. Ces ménages ont une consommation alimentaire tout juste adéquate sans recourir à des stratégies de survie irréversibles. Ils consacrent entre 50 et 65 pour cent de leurs dépenses à la nourriture.

L'insécurité alimentaire est inégalement répartie au sein des préfectures. Ainsi la situation est critique dans certaines préfectures où l'insécurité alimentaire (modérée et sévère) : il s'agit des préfectures de Haut Mbomou (76%), Mbomou (73%) et la Basse Kotto (72 %) dans le sud du pays, de la préfecture de Ouaka (63 %), Haute Kotto (51%), Nana Gribizi (54%) dans le centre du pays et des préfectures de d'Ouham Péné (64 %), Ouham (62%), Mambéré Kadéi (58%), Nana Mambéré (50%) dans l'ouest du pays.

Les zones du pays les plus affectés par l'insécurité alimentaire correspondent aux régions avec une forte présence des populations déplacées en lien avec la recrudescence des conflits armés ces derniers mois.

Graphique 20: Prévalence de l'insécurité alimentaire par préfecture en RCA



Nombre des personnes en insécurité alimentaire par préfecture. L'analyse de l'insécurité alimentaire en fonction de la population et de la prévalence du phénomène permet de distinguer les zones

géographiques avec un plus grand nombre de personnes en insécurité alimentaires de celles avec un nombre relativement faible de personnes. Parmi les zones avec un nombre important de population en insécurité alimentaire (population > 200 000 personnes) on retient les préfectures de Ouham Pende (319 408 personnes) ; Ouham (265 995 personnes) ; Mambéré Kadéï (246 431 personnes) ; la Basse Kotto (209 669 personnes) Ouaka (202 898 personnes). Ces préfectures de l'Ouest ont des prévalences plus faibles que celles du Sud-Est (voir carte), mais les effectifs sont plus importants du fait de la densité.

Sont colorées en rouge clair, les préfectures de Mbomou, Nana Mambéré et Ombella M'Poko avec une situation d'insécurité alimentaire touchant entre 100 000 et 200 000 personnes. La densité de la population de ces préfectures est à l'origine du nombre élevé des personnes en insécurité alimentaire car la prévalence n'est que de 27% à Ombella M'Poko et 50% à Nana Mambéré.

Les préfectures en orange sont marquées par une situation d'insécurité alimentaire touchant entre 55 000 et 100 000 personnes courant le mois de décembre 2017. Elles sont caractérisées par une stabilité de la situation sécuritaire et une prévalence en termes d'insécurité alimentaire relativement réduite en comparaison aux préfectures du sud-Est.

Les préfectures avec un nombre des personnes en insécurité alimentaire plus faible (< 55 000) sont celle de Bamingui Bangoran (14 534 personnes) Sangha Mbaéré (22 746 personnes) ; Vakaga (30 066 personnes) ; le Kémo (35 799 personnes) ; Haut Mbomou (50 768 personnes) et la Haute Kotto (53 207 personnes). A l'exception de la préfecture de Haut Mbomou où la prévalence de l'insécurité alimentaire est forte (76%), les préfectures ci-dessus citées sont caractérisées par des taux de prévalence inférieurs à la moyenne nationale.

Graphique 21: Nombre de personnes en insécurité alimentaire (modérée et sévère) par préfecture

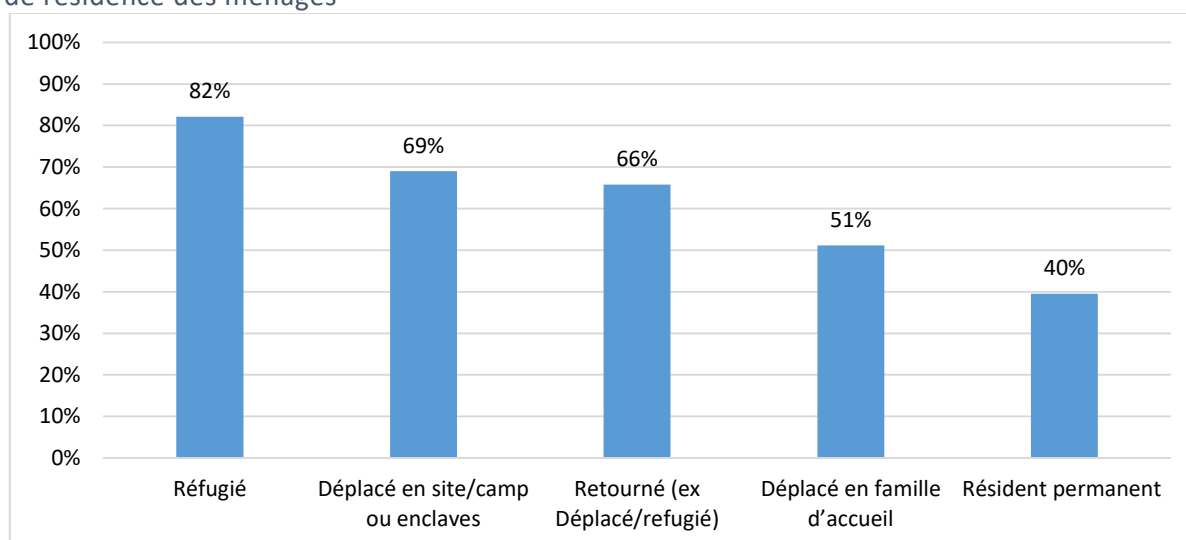
	Nombre de personnes en insécurité alimentaire sévère	Nombre de personnes en insécurité alimentaire modérée et sévère
Bamingui Bangoran	1,211	14,534
Bangui	5,250	54,253
Basse Kotto	49,616	209,669
Haute Kotto	7,701	53,207
Haut Mbomou	7,866	50,768
Kémo	9,638	35,799
Lobaye	3,281	80,374
Mambéré Kadéï	50,780	246,431
Mbomou	62,053	139,241
Nana Gribizi	13,575	74,048
Nana Mambéré	30,527	135,846
Ombella M'Poko	14,241	110,370
Ouaka	28,985	202,898
Ouham	71,757	265,995
Ouham Péné	96,935	319,408
Sangha Mbaéré	2,527	22,746
Vakaga	5,011	30,066
Total	460,955	2,045,654

12.1 Insécurité alimentaire par statut et par genre

Le spectre de l'insécurité alimentaire touche particulièrement les ménages réfugiés, les déplacés en site et les retournés avec notamment des prévalences respectives de 83%, 69% et 66% (Cf. Graphique ci-dessous). Il ressort en effet de l'analyse, que la prévalence de l'insécurité alimentaire est deux (2) fois plus importante chez les réfugiés que chez les résidents permanents. En effet, depuis le mois de mai 2017 la préfecture de Mbomou a enregistré un flux important des personnes réfugiées dans le Nord de la République Démocratique du Congo ainsi que des déplacés internes. L'analyse des principales sources de nourriture indique que les ménages déplacés n'ont bénéficié que très peu d'aide humanitaire car les contraintes d'accès n'ont pas permis de leurs fournir régulièrement une assistance.

L'analyse du genre de l'insécurité alimentaire indique que le phénomène n'a pas forcément un visage féminin. En effet, alors que 44% des femmes dirigeant un ménage sont touchés par l'insécurité alimentaire, les ménages dirigés par des hommes sont touchés pratiquement au même degré (45%). L'analyse de la prévalence de l'insécurité alimentaire en fonction de l'âge du chef ne montre pas non plus des différences significatives. Alors que 46% des ménages gérés par des ménages avec une personne âgée de plus de 60 ans sont en insécurité alimentaire, le phénomène touche respectivement 45% et 44% des ménages dont le chef est âgé de 18 à 35 ans et de 35 à 60 ans.

Graphique 22: Prévalence de l'insécurité alimentaire (modérée et sévère) en fonction du statut de résidence des ménages



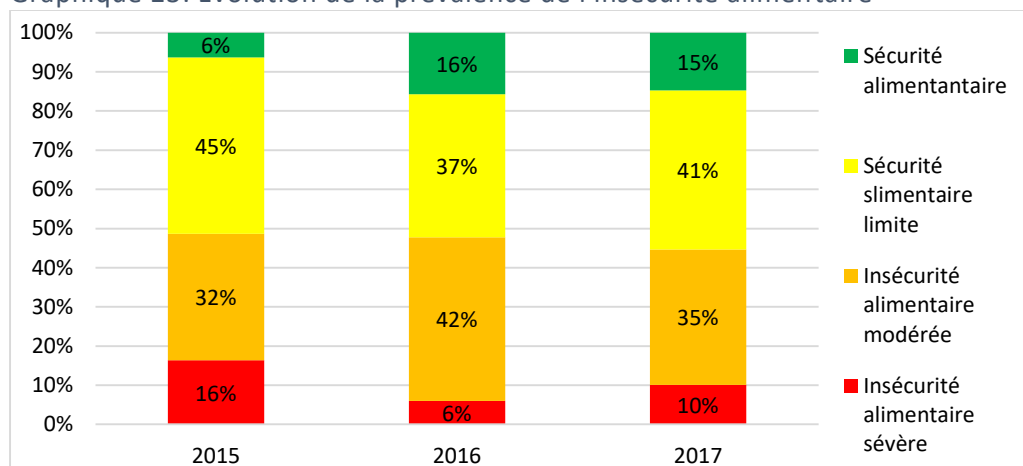
12.2 Evolution de la prévalence globale de l'insécurité alimentaire

Au niveau national, le niveau d'insécurité alimentaire est resté le même par rapport à décembre 2016 et représente un peu moins que la moitié de la population. Une différence de 3 pour cent entre la prévalence d'insécurité alimentaire de 2016 (48%) et 2017 (45%) n'est pas statistiquement significative pour stipuler une amélioration de la situation de sécurité alimentaire au niveau national. L'insécurité alimentaire avait beaucoup augmenté entre 2014 et 2015 passant de 29 pour cent de la population à 49 pour cent.

L'analyse inter annuelle de la prévalence de l'insécurité alimentaire entre décembre 2016 et décembre 2017 par préfecture indique des augmentations considérables pour le Mbomou (+57%), Haute Kotto (+42%), Mambéré Kadéï (+30%), Basse Kotto (+21%), Haut Mbomou (+15%) et Ouham Pende (+14%). Par ailleurs, plusieurs préfectures ont enregistré des diminutions de la prévalence de l'insécurité alimentaire entre décembre 2017 et 2016 à savoir : Bangui (-71%), Sangha Mambéré (-61%), Kémo (-55%), Lobaye (-54%), Bamingui Bangoran (-45%) et Ombella M'Poko (-16%).

Cette amélioration de la situation de sécurité alimentaire à Bangui, Bamingui Bangoran, Kémo, Lobaye et Ombella M’Poko est sans doute imputable aux actions conduites sur le terrain par les organisations humanitaires et le Gouvernement Centrafricain ainsi qu’une situation sécuritaire beaucoup moins volatile dans ces préfectures.

Graphique 23: Evolution de la prévalence de l'insécurité alimentaire



12.3 Insécurité alimentaire en fonction de la catégorie de richesse et nature du milieu de résidence

Les ménages en insécurité alimentaire (sévère/modérée) sont souvent les plus pauvres. Environ 66 pour cent des ménages en insécurité alimentaire appartiennent aux quintiles les plus pauvres et pauvres (52%) à travers le pays.

Les ménages en insécurité alimentaire (modérée et sévère) se trouvent plus fréquemment dans le quintile de l'indice de richesse des plus pauvres (66%) comparé à ceux en sécurité alimentaire limite (29%) et dans une moindre mesure ceux en sécurité alimentaire (5%).

Il est important dans le cadre de la mise en œuvre des actions d'aide humanitaire de porter une attention particulièrement en termes d'orientation des appuis auprès des ménages les plus pauvres des communautés présentant une incidence plus forte en termes de prévalence de la disette alimentaire.

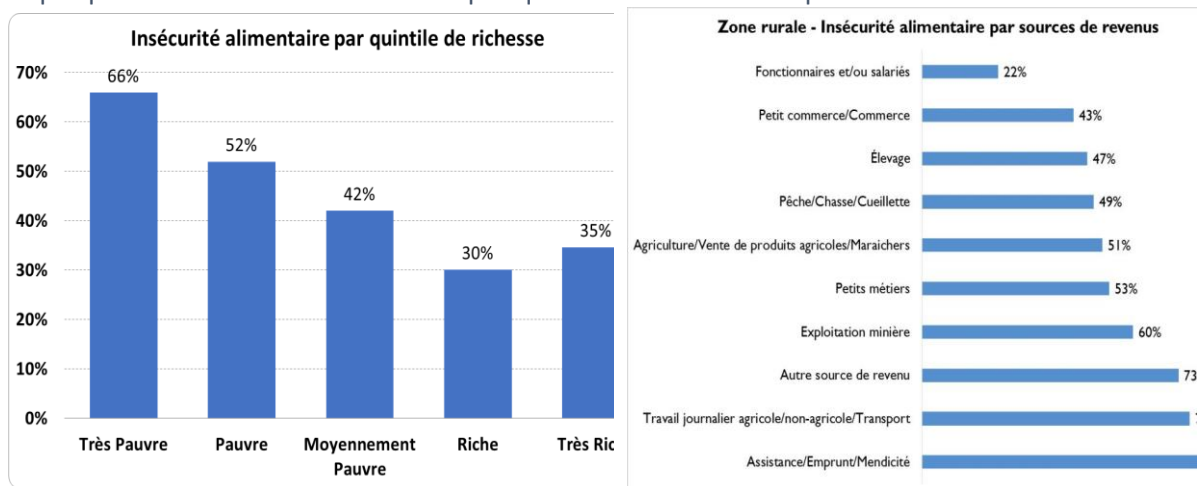
12.4 Insécurité alimentaire en fonction du milieu de résidence et sources de revenus

L'analyse des données entre le milieu urbain et le milieu rural montre une différence significative en termes de prévalence de l'insécurité alimentaire. Le phénomène d'insécurité alimentaire étant beaucoup plus présent chez les ménages habitant le milieu rural (52%) en comparaison à ceux vivant en milieu urbain (32%).

Au sein des ménages vivant en milieu rural, les plus touchés par l'insécurité alimentaire sont ceux qui dépendent pour source de revenu principal (i) de l'assistance/emprunt/mendicité ; (ii) du travail journalier agricole/non-agricole et du transport ; (iii) de l'exploitation minière et (iv) petits métier ; (v) l'agriculture ou la vente des produits agricoles. Leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire s'explique par le caractère aléatoire et non permanent de leurs sources de revenus.

A contrario, les ménages ayant une source de revenus permanente et régulière comme les fonctionnaires et ceux pratiquant le commerce, sont moins faiblement touchés par l'insécurité alimentaire en milieu rural. Il ressort de cette analyse que dans le contexte l'insécurité alimentaire est perçue, le plus souvent, dans sa dimension économique notamment la difficulté d'accessibilité à l'alimentation.

Graphique 24: Insécurité alimentaire par quintile de richesse et par source de revenu



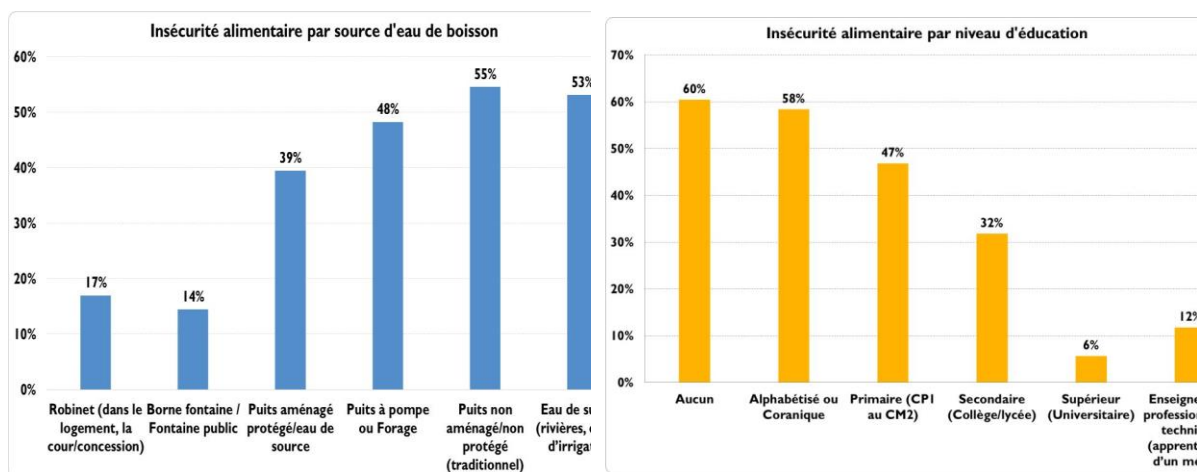
12.5 Lien entre insécurité alimentaire, éducation et sources d'eau utilisées

Cette analyse rentre dans le cadre de la compréhension de la relation entre l'insécurité alimentaire et l'existence d'une source d'eau potable de boisson d'une part et d'autre part avec le niveau d'éducation du chef de ménage : lien avec l'utilisation alimentaire donc la relation éventuelle avec le niveau de connaissance et des bonnes pratiques d'utilisation des aliments.

A l'échelle nationale, il ressort de l'analyse des données que l'insécurité alimentaire touche particulièrement les ménages utilisant les points d'eau non potable. En effet, alors que seulement et de ménages utilisant respectivement les points d'eau potable comme les robinets (14%) et les bornes fontaines (17%) sont en insécurité alimentaire, par contre plus de 55% des utilisateurs des puits non aménagés et 53% des ménages utilisateurs des eaux de surface sont en susceptibles à l'insécurité alimentaire.

Au-delà de cette dimension d'utilisation des points d'eau, ces données démontrent dans une certaine mesure la différence en termes d'incidence de l'insécurité alimentaire entre le milieu rural (caractérisé par une présence et utilisation des points d'eau non potable) et les centres urbains caractéristiques de la présence et utilisation plus adéquates des infrastructures hydrauliques.

Graphique 25: Relation entre insécurité alimentaire, source d'eau et niveau d'instruction



Par ailleurs, l'analyse croisée de l'insécurité alimentaire avec le niveau d'éducation montre une corrélation forte entre les deux facteurs. En effet, plus le niveau d'instruction du chef de ménage est élevé et moins le ménage se trouve en insécurité alimentaire.

En effet, alors que chez les chefs de ménage ayant un niveau universitaire (6%) ou ayant subi un enseignement professionnel (12%) sont moins affectés par l'insécurité alimentaire tandis que les ménages n'ayant aucun niveau d'instruction (60%) et pour ceux ayant été alphabétisés ou à l'école coranique (58%) ont des taux beaucoup plus élevés d'insécurité alimentaire.

13. Conclusions et recommandations

13.1 Les principales conclusions

- L'analyse de l'insécurité alimentaire fondée sur l'approche consolidée pour le compte-rendu des indicateurs de sécurité alimentaire (score de consommation alimentaire - indicateurs d'accès – stratégies d'épuisement des actifs et la proportion des dépenses alimentaires dans les dépenses globales) montre qu'au niveau national, plus de 4 ménages sur 10 (45 %) font face à une insécurité alimentaire sévère ou modérée. L'insécurité alimentaire touche au total 2 045 654 personnes courant le mois de décembre 2017 et risque de s'aggraver en lien avec le démarrage très prochain de la période de soudure dans le Nord du pays. On estime à 460 955, le nombre de personnes affectées par l'insécurité alimentaire sévère (10% des ménages) et à 1'584'699 personnes affectées par l'insécurité alimentaire modérée (35% des ménages). Ces derniers risquent également de basculer dans une situation d'insécurité alimentaire sévère si aucune mesure d'atténuation n'est mise en œuvre à court terme.
- Le spectre de l'insécurité alimentaire touche particulièrement les ménages réfugiés, les déplacés en site et les retournés avec notamment des prévalences respectives de 83%, 69% et 66%. Il ressort en effet de l'analyse, que la prévalence de l'insécurité alimentaire est deux (2) fois plus importante chez les réfugiés que chez les résidents permanents. En effet, depuis le mois de mai 2017 la préfecture de Mbomou a enregistré un flux important des réfugiés en direction du Nord de la République Démocratique du Congo en lien avec la recrudescence des violences dans ce pays. L'analyse des principales sources de nourriture indique que malgré leur situation délicate les réfugiés et déplacés ne bénéficient que de très peu d'aide humanitaire en lien avec les conditions d'accès à certaines zones par les acteurs humanitaires.
- L'analyse de la distribution géographique de l'insécurité alimentaire sévère montre que les entités territoriales où la situation sécuritaire s'est particulièrement dégradée ces derniers mois,

présentent les taux les plus élevés. Il s'agit notamment des préfectures du Mbomou (33 %), du Ouham Pende (19 %), de la Basse Kotto (17 %), du Ouham (17 %), de Membré Kadi (12%) et du Haut Mbomou (12%). Si l'on considère à la fois les taux d'insécurité alimentaire sévère et modérée, ils sont beaucoup plus élevés dans les préfectures suivantes : Haut Mbomou (76% %), Mbomou (73%), Basse Kotto (72 %), Ouham Pendé (64 %), Ouaka (63 %), Ouham (62%) et Mambéré Kadéï (58%).

- En termes de nombre des personnes en insécurité alimentaire, la préfecture de Ouham Pendé enregistre : 319 408 ; Ouham : 265 995 ; Mambéré Kadéï : 246'431 ; Basse Kotto : 209'669 ; Ouaka : 202'898 ; Mbomou : 139'241 ; Nana Mambéré : 135'846 ; Ombella M'Poko : 110 370 ; Lobaye : 80'374 ; Nana Gribizi : 74'048 ; Bangui : 54'253 ; Haute Kotto : 53'207 ; Haute Mbomou : 50'768 ; Kémo : 35'799 ; Vakaga : 30'066 ; Sangha Mbaéré : 22'746 et Bamingui Bangoran : 14'534.
- Chocs récurrents et recours continu à des stratégies d'adaptation dommageables et irréversibles. Les ménages font face à plusieurs types de chocs participants à l'érosion de leurs capacités d'adaptation et à l'accentuation du phénomène d'insécurité alimentaire. Il s'agit principalement (i) de l'augmentation irrégulière des dépenses de santé ; (ii) de l'insécurité/violences (iii) hausse des prix des denrées alimentaires sur les marchés, (iv) des décès d'un membre du ménage et (v) les déplacements forcés ou encore le pillage des récoltes et du bétail. Pour faire face aux chocs, environ la moitié des ménages (45%) ont recours à des stratégies d'adaptation nuisibles à leur développement et sécurité alimentaire à long terme. Plus de 30% des ménages adoptent des stratégies de stress (empreint d'argent ou de nourriture, dépense de l'épargne, vente d'actifs domestiques non productifs, etc.), 22% adoptent des stratégies de crise (réduction des dépenses de santé ou d'éducation, vente d'actifs productifs ou retrait des enfants de l'école) et 23% recourent à des stratégies d'urgence (mendicité, activités illégales, vente de maison / terrain, etc.).
- La majorité des ménages dépendent fortement des marchés dans le cadre de la satisfaction de leurs besoins alimentaires. L'analyse des principales sources d'alimentation des ménages, montre que plus de 60% des ménages ont recours principalement aux marchés dans le cadre de la satisfaction de leurs besoins alimentaires. L'aide alimentaire constitue la principale source de nourriture que pour 2% de ménages enquêtés et la production propre pour 37% des ménages. Cette situation rend les ménages particulièrement vulnérables à l'insécurité alimentaire dans un contexte marqué par une incidence particulièrement élevée de pauvreté notamment chez les quintiles les plus pauvres ;
- Une consommation alimentaire inadéquate. Le score de consommation alimentaire, indicateur qui reflète à la fois la diversité du régime alimentaire, la fréquence de consommation ainsi que la valeur en calories, en macronutriments et en micronutriments des aliments consommés, est mauvais chez 45% des ménages. Cette situation est particulièrement alarmante chez les réfugiés, les déplacés en site et les retournés avec notamment une consommation jugée pauvre et limite chez respectivement 93%, 71% et 64% de ces ménages. Toutefois, l'analyse comparative montre une amélioration de la consommation alimentaire, par rapport à décembre 2016, imputable à une bonne campagne agricole dans les zones non couvertes par le conflit ainsi qu'une couverture accrue de certains besoins par les acteurs humanitaires.
- Faiblesse du capital productif et des capacités d'investissement. Sur l'ensemble du pays, le faible capital productif, a entraîné un manque de capacité d'investissement limitant ainsi la pratique des activités agricoles et économiques. En effet, plus d'un tiers des ménages (33%) n'ont pas cultivé cette année (contre 30% en 2016) en raison principalement du manque des semences, de l'insécurité lors des cultures et du manque d'outils et matériels agricoles. Les ménages qui

cultivent rencontrent des problèmes comme : manque de semences (27% des ménages), insécurité (22%), et manque d'outils/matériels agricoles (17%).

- L'enclavement des différentes préfectures du pays : L'insuffisance de routes et de moyens de transports et le flux massif des bras valides vers les sites diamantifère (à travers certaines zones du pays au détriment des autres activités) sont souvent à l'origine de conflits l'insécurité alimentaire.
- La situation nutritionnelle marquée par une prévalence structurellement élevée de la malnutrition chronique. L'enquête nutritionnelle conduite en 2014 indique une prévalence nationale de la malnutrition au-dessus du seuil d'urgence au niveau : 40,8%. L'examen de données nutritionnelles de novembre 2017 issues du cluster nutrition indique une prévalence moyenne de 9% de la MAG au niveau national donc très proche du seuil d'alerte de 10%. La prévalence de la MAG est particulièrement élevée et dépassant parfois le seuil d'urgence de 15% dans les préfectures de la Vakaga (18%) et elle est au-dessus du seuil d'alerte à Mbomou, Nana Gribizi et la Basse Kotto. Les habitudes alimentaires inadéquates, la faiblesse de la disponibilité et d'accès de certains aliments de base, la méconnaissance du régime alimentaire approprié à l'âge des enfants, la mauvaise pratique d'hygiène et d'assainissement et le problème d'accès à l'eau potable sont les causes prépondérantes de la mauvaise situation nutritionnelle.

13.2 Les principales recommandations

Recommandations en lien avec la sécurité alimentaire et les moyens d'existence

- L'analyse des données montre une situation humanitaire encore critique caractérisée par des taux d'insécurité alimentaire très élevés dans plusieurs zones évaluées. L'assistance alimentaire actuellement en cours à ces populations doit se poursuivre et se renforcer auprès des déplacés, réfugiés et des populations résidentes. En termes de priorité géographique, une attention particulière devrait être portée sur les préfectures ayant un grand nombre de personne en insécurité alimentaire à savoir le Ouham Pende (319 408 personnes) ; le Ouham (265 995 personnes) ; Mambéré Kadéï (246 431 personnes) ; la Basse Kotto (209 669 personnes) Ouaka (202 898 personnes).
- Le problème économique est un handicap majeur pour la sécurité alimentaire des ménages. Il est important de mettre en œuvre dans le Nord du pays plus stables, des activités de type FFA (Food For Asset) ou Cash For Asset, afin de créer des opportunités de travail pour les jeunes, de répondre à leur besoins alimentaire et non alimentaire. Il s'agit d'une action pouvant avoir des effets à la fois sur la situation de sécurité alimentaire à court terme mais également à long terme également d'atténuer les violences qui sont parfois liées au désœuvrement et à la pauvreté. Les préfectures de Vakaga, Bamingui Bangoran et la Haute Kotto sont propices au développement de ce type d'action.
- Le capital bétail est une forme d'épargne sur pieds pour les populations et elles y ont recours pour satisfaire leurs besoins alimentaires. De là, il est important de développer des actions de reconstitution du bétail basés sur les petits ruminants et les volailles dans les zones où le potentiel pour le développement de l'élevage est élevé. Cette action devra cibler prioritairement les femmes qui disposent très peu de cheptel afin de leur permettre de renforcer leurs moyens d'existence. Cette action devra également s'accompagner de la diffusion des paquets techniques en lien avec la santé animale et la complémentation stratégique.
- L'analyse a montré que les ménages font face à des difficultés diverses dans le cadre de la pratique des activités agricoles. Des distributions de semences et d'outils agricoles d'urgences constituent des interventions pertinentes permettant de reconstruire leurs moyens d'existence.

Recommandations en lien avec la prévention et prise en charge de la malnutrition infantile

- Renforcer la prévention de la malnutrition aiguë à travers la distribution de suppléments nutritionnels et la sensibilisation sur les pratiques familiales essentielles ;
- Renforcer le système de dépistage et de référencement des enfants dans les Centres de santé opérationnels, afin d’être en accord avec le système national de Prise en Charge de la Malnutrition ;
- Mettre en place une enquête nutritionnelle permettant de disposer des données probantes pour une mise en œuvre adéquate des actions de nutrition ;
- Renforcer les capacités des structures de santé des régions du Nord pour prendre en charge correctement les malnutris (formation, dépistage, référence équipements, supervision)
- La réhabilitation des infrastructures communautaires de cantines scolaires.

Recommandations en lien l’eau hygiène et assainissement.

- Renforcer la construction des infrastructures hydrauliques afin de faciliter l’accès à l’eau potable et cela tant au niveau des communautés qu’au niveau des sites d’accueil des déplacés internes ;
- Faire la promotion des latrines familiales afin de réduire la défécation à l’air libre qui est une source importante des maladies au niveau des communautés.

Annexes

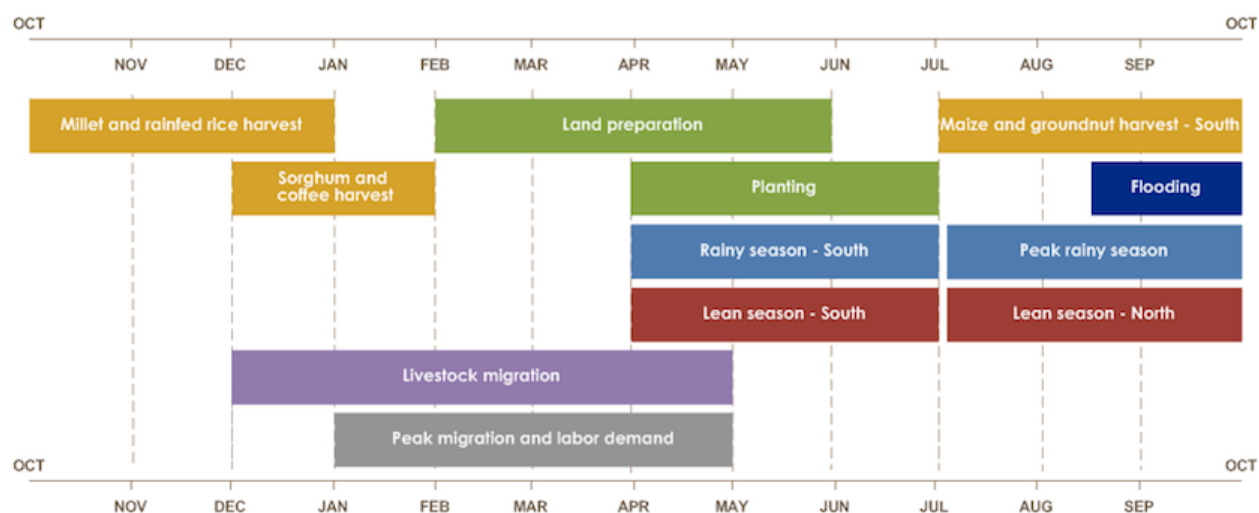
1. Tableau du compte-rendu CARI – Domaine Statut Actuel, Déficit énergétique alimentaire

Domaine		Indicateur	Sécurité alimentaire (1)	Sécurité alimentaire limite (2)	Insécurité alimentaire modérée (3)	Insécurité alimentaire sévère (4)
Statut actuel	Consommation alimentaire	Score de la consommation alimentaire	Consommation alimentaire acceptable 55%	--	Consommation alimentaire Limite 28%	Consommation alimentaire pauvre 17%
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part des dépenses consacrées à la nourriture	Moins de 50% des dépenses consacrées à la nourriture 25%	50% à 65% des dépenses consacrées à la nourriture 24%	65% à 75% des dépenses consacrées à la nourriture 20%	Plus de 75% des dépenses consacrées à la nourriture 31%
	Épuisement des actifs	Stratégies d'adaptation	Aucune 25%	Stratégies de stress 30%	Stratégies de crise 22%	Stratégies d'urgence 23%
Résumé des indicateurs			Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire limite	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
	Classification globale		15%	41%	35%	10%

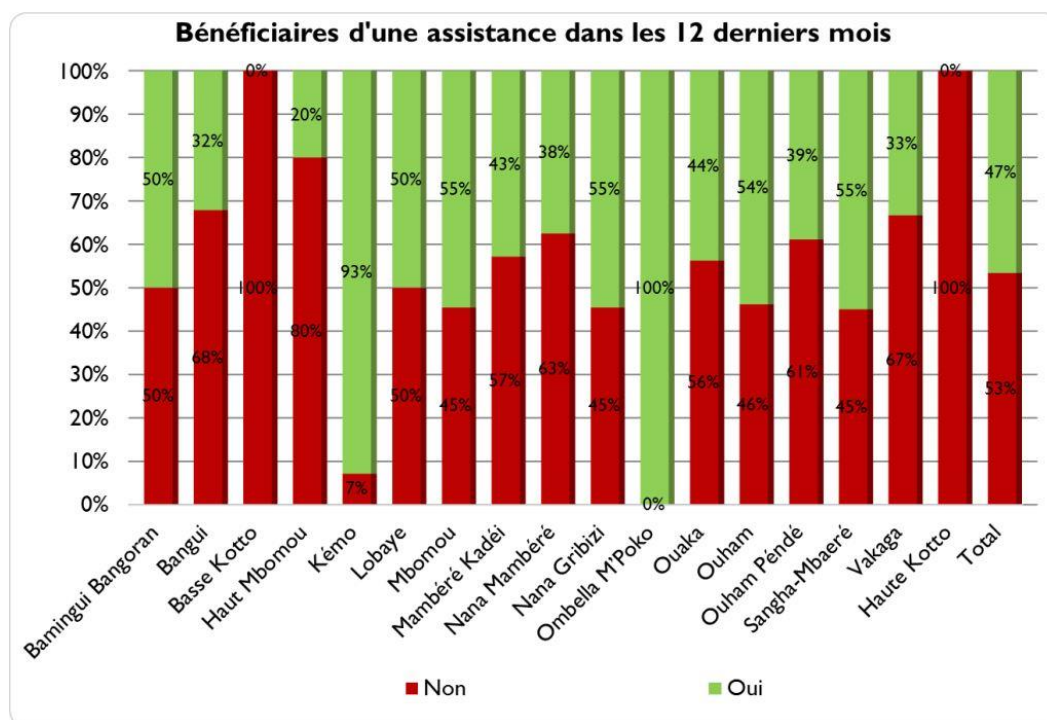
2. Nombre des personnes en insécurité alimentaire par préfecture

	Total POP en INSECURITE ALIMENATAIRE (modérée/sévère)
Ouham Péndé	319'408
Ouham	265'995
Mambéré Kadéi	246'431
Basse Kotto	209'669
Ouaka	202'898
Mbomou	139'241
Nana Mambéré	135'846
Ombella M'Poko	110'370
Lobaye	80'374
Nana Gribizi	74'048
Bangui	54'253
Haute Kotto	53'207
Haut Mbomou	50'768
Kémo	35'799
Vakaga	30'066
Sangha Mbaéré	22'746
Bamingui Bangoran	14'534
Total	2'045'654

3. Calendrier agricole



4. Assistance humanitaire sur les 6 derniers mois



5. Carte d'insécurité alimentaire (modérée et sévère) et nombre de PDI par préfecture

